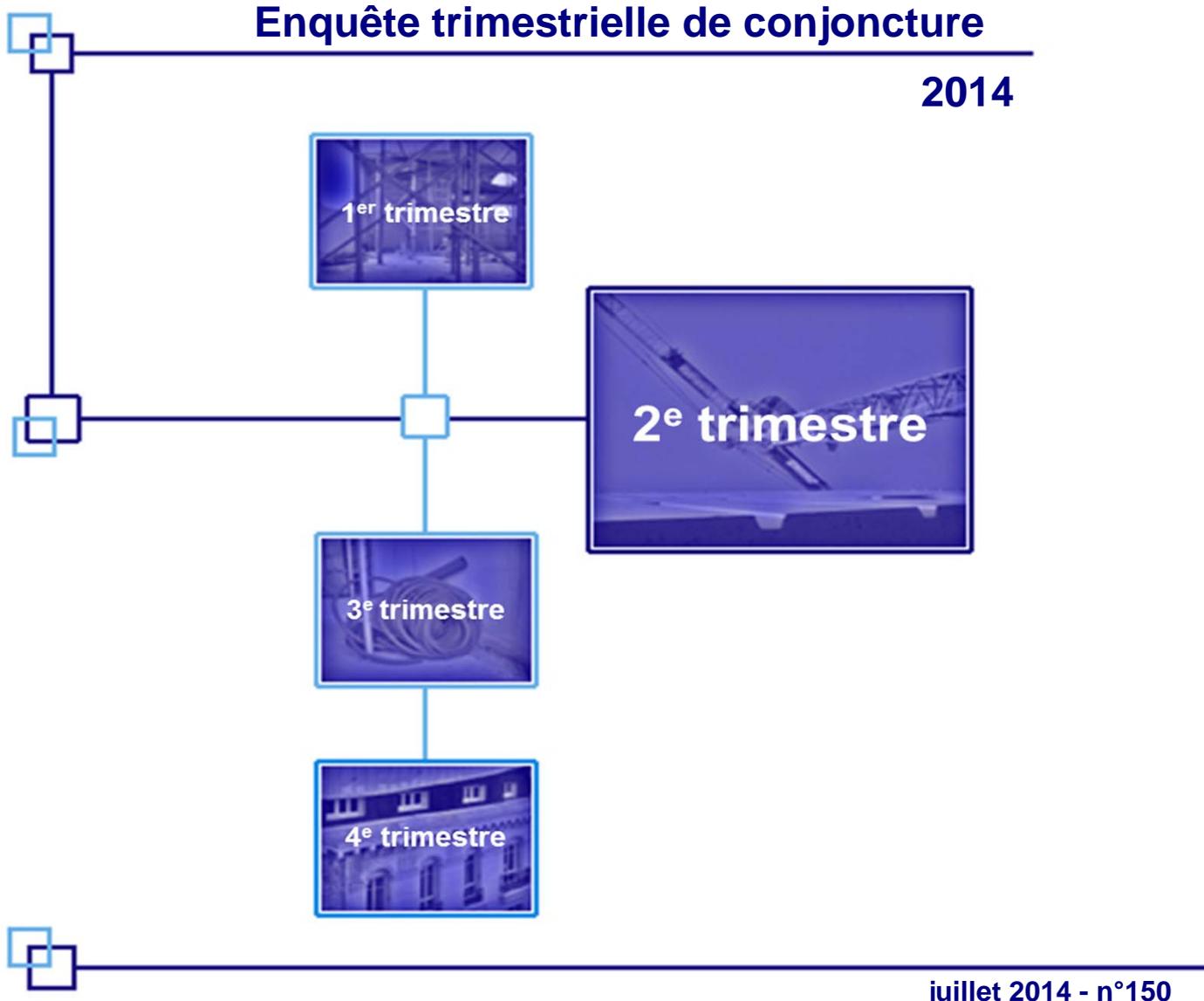


Enquête trimestrielle de conjoncture

2014



juillet 2014 - n°150

ENQUETE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Deuxième trimestre 2014

Opinions émises par les entrepreneurs à l'enquête trimestrielle de conjoncture comparées à celles des 1er trimestre 2014 et 2e trimestre 2013

		Ensemble des corps d'état	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etancheite	Métallerie	Genie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
Ensemble de l'activité	Par rapport au trimestre écoulé	→	↗	↗	↘	↗	→	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↘	↗	→	↘	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	→	↘	↗	↘	↘	↘	↘	↗
Le logement neuf	Par rapport au trimestre écoulé	→	↘	↘	→	↘	↘	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	→	↘	↘	↗	↘	↗	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	→	↘	↘	↘	↗
Les locaux non résidentiels neufs	Par rapport au trimestre écoulé	↗	→	↗	↘	→	↗	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	→	↘	↘	↘	↘	↗	↗	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	→	↘	↗	↗	↘	↗	↗	→
L'entretien-amélioration	Par rapport au trimestre écoulé	→	→	↗	↘	↗	↗	↗	→
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	→	↘	↗	↘	↗	↗	↘	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↗	↘	↗	↘	↗	↘	↘	↗
Opinion sur les carnets de commandes	Par rapport au trimestre écoulé	↘	↘	↗	↘	↘	↘	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↘	↗	→	↘	→
Prévisions de prix	Par rapport au trimestre écoulé	→	↘	↗	→	↗	↘	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	↗	↗	→	↗	↗	↘	↗
Trésorerie	Par rapport au trimestre écoulé	→	→	↘	↘	↘	↗	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↗	→	↘	↘	↗	→	→	↗
Prévisions d'investissements	Par rapport à l'année précédente	↗	↗	↘	↗	→	↗	↗	↗
Les effectifs	Par rapport au trimestre écoulé	→	→	↗	↘	↗	↗	↘	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	→	↘	↗	↘	↗	↗	→	↘
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	→	↘	↘	↘	↘	↘	↗	↗
Tendance générale prévue de l'activité du Bâtiment	Par rapport au trimestre écoulé	↘	↘	↘	↘	↗	↘	↗	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	→	↘	↗	↗	→	↘	↘	↗

Cette enquête est réalisée par la Direction des Affaires Economiques et Juridiques de la FFB Grand Paris en liaison avec la FFB Région Ile-de-France Yvelines Essonne Val d'Oise et la FFB Ile-de-France Est.

FFB Grand Paris
10, rue du Débarcadère
75852 Paris Cedex 17
Tél : 01 40 55 10 57 et 10 52
Fax : 01 40 55 10 64

FFB Région Ile-de-France
Yvelines-Essonne-Val d'Oise
23, rue du Général de Gaulle
78560 Le Port Marly
Tél : 01 39 58 28 91

FFB Ile-de-France Est
45, rue Nouvelle
77002 Melun Cedex
Tél : 01 64 87 66 00

	L'activité au cours du deuxième trimestre 2014	L'activité prévue pour le troisième trimestre 2014
Activité	<p>L'activité des entreprises a baissé au deuxième trimestre 2014. Le solde d'opinion s'établit à -17. Malgré une hausse de 2 points, il reste nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-2). Le ralentissement de l'activité, continu depuis plus de deux ans, a connu une accélération au premier semestre 2014.</p> <p>L'activité est dégradée tant sur les chantiers privés que sur les chantiers publics.</p> <p>Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que seules les entreprises de la Métallerie (solde d'opinion à +4) et du Bois (solde d'opinion à -4, niveau supérieur à la moyenne sur 10 ans) enregistrent une progression de leur activité. L'activité des entreprises du Génie Climatique-Isolation a été globalement stable. Quatre corps d'état enregistrent une baisse de leur activité (Gros Œuvre, Couverture-Plomberie-Etanchéité, Peinture-Finitions et Electricité).</p> <p>L'activité est contrainte pour 64% des entreprises (-3 points par rapport au trimestre précédent). Les entreprises dont l'activité est contrainte citent l'insuffisance de commandes comme le principal obstacle à l'accroissement de l'activité. Les contraintes financières sont également une préoccupation majeure.</p>	<p>Les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité très dégradée pour le troisième trimestre 2014. Le solde d'opinion s'établit à -14. Il est inférieur de 12 points à sa moyenne sur 10 ans.</p> <p>Les perspectives d'activité sont moroses tant sur les chantiers publics que sur les chantiers privés.</p> <p>L'analyse du niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que seules les entreprises du Bois, de la Peinture-Finitions et de l'Electricité ont des perspectives d'activité encourageantes. A l'inverse, les entreprises de la Couverture-Plomberie-Etanchéité ont les perspectives d'activité les plus dégradées pour le deuxième trimestre consécutif.</p> <p>Le carnet de commandes moyen progresse pour le troisième trimestre consécutif. Il augmente de 0,1 mois pour s'établir à 5,7 mois, niveau supérieur à sa moyenne sur 10 ans (5,2 mois). Il est tiré par celui des grandes entreprises qui progresse de 0,4 mois pour s'établir à 9,2 mois. 53% (+2 points) des entrepreneurs jugent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale.</p> <p>Les prix sont attendus en baisse pour le troisième trimestre 2014 par 37% des sondés (+3 points). Cette part est nettement supérieure à la moyenne sur 10 ans (23%).</p>
Construction neuve	<p>Le solde d'opinion concernant la construction neuve de logements est stable. Il s'établit à -26, niveau relativement proche de la moyenne sur 10 ans (-22). La baisse des autorisations et des mises en chantier observée en Ile-de-France ne s'est pas encore répercutée sur l'activité des entreprises. Si le solde d'opinion concernant la construction neuve de locaux progresse de 13 points, il reste inférieur de 8 points à la moyenne sur 10 ans.</p>	<p>Alors qu'au premier trimestre, les perspectives d'activité s'amélioreraient fortement sur le marché de la construction neuve de logements, elles se dégradent fortement au deuxième trimestre sous l'effet de la baisse des autorisations et des mises en chantier. Les perspectives des entreprises sur le marché de la construction neuve de locaux restent sinistrées (solde d'opinion à -25, niveau inférieur de 10 points à la moyenne sur 10 ans).</p>
Entretien-amélioration	<p>L'activité sur le marché de l'entretien-amélioration reste dégradée. Après avoir chuté de 7 points au trimestre précédent, le solde d'opinion regagne 2 points. Il est inférieur de 15 points à sa moyenne sur 10 ans.</p>	<p>Les résultats de l'enquête montrent une dégradation importante des perspectives du marché de l'entretien-amélioration. Le solde d'opinion correspondant perd 4 points et s'éloigne de sa moyenne sur 10 ans.</p>
Situation financière	<p>Le solde concernant la situation financière des entreprises est stable. Il s'établit à -24. La situation financière des entreprises est de nouveau dégradée, principalement, en raison du défaut de paiement des clients, du ralentissement de l'activité et des prix anormalement bas. 45% des chefs d'entreprise estiment que les délais de paiement s'allongent et 45% que les retards de paiement augmentent.</p>	<p>28% des chefs d'entreprise estiment que leur capacité d'investissement sera réduite en 2014 par rapport au niveau atteint en 2013 contre 33% au début de l'année. A l'inverse, la part de ceux qui anticipent une hausse de leurs investissements progresse de 5 points sur la période traduisant un retour timide de la confiance des chefs d'entreprise concernant l'évolution de l'activité à long terme.</p>
Emploi	<p>46% des chefs d'entreprises éprouvent des difficultés de recrutement, niveau inférieur de 19 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement. Parmi les entreprises rencontrant ces difficultés, 46% ont signalé des difficultés pour recruter des cadres et 33% pour recruter des ouvriers professionnels.</p>	<p>8% (-1 point par rapport au trimestre précédent) des chefs d'entreprise interrogés ont exprimé leur intention de recruter au troisième trimestre 2014.</p> <p>Le solde d'opinion concernant l'évolution future des effectifs perd 6 points et s'établit à -10. L'évolution probable des effectifs est-elle ainsi orientée à la baisse pour le neuvième trimestre consécutif.</p>
Tendance générale	<p>Dans un contexte économique dégradé, 37% des chefs d'entreprise anticipent une contraction de l'activité dans le secteur du Bâtiment au troisième trimestre 2014.</p>	

• Logements autorisés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin juin 2014	p	368 934	63 758
12 mois à fin juin 2013	p-1	466 982	77 017
Variation	p/p-1	-21,0%	-17,2%

Source : Sitadel2

• Logements commencés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin juin 2014	p	293 033	44 992
12 mois à fin juin 2013	p-1	331 409	54 501
Variation	p/p-1	-11,6%	-17,4%

Source : Sitadel2

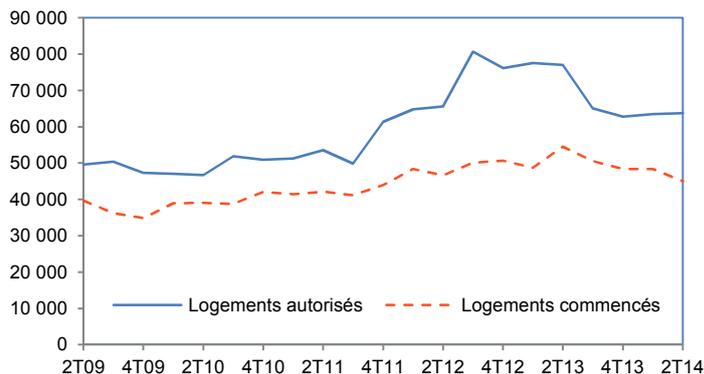
En France métropolitaine, 368 934 logements ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -21% par rapport aux douze mois précédents. Le volume des autorisations sur 12 mois est en baisse pour le quinzième trimestre consécutif. Les autorisations de logements individuels (-29,2%, 155 886 unités) chutent le plus fortement. Suivent celles de logements en résidence (-14,2%, 26 677 unités) et celles de logements collectifs (-13,6%, 186 371 unités). A peine 84 000 logements ont été autorisés au deuxième trimestre 2014. C'est le nombre de logements autorisés sur un trimestre le plus faible depuis le troisième trimestre 1999.

293 033 logements ont été **commencés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -11,6% par rapport aux douze mois précédents. C'est le nombre de logements commencés sur douze mois le plus faible depuis le troisième trimestre 1997. Par type de logement, les mises en chantier de logements en résidence progressent (+5,3%, 21 145 unités). Les mises en chantier de logements individuels baissent plus fortement (-15,1%, 133 467 unités) que celles de logements collectifs (-10,2%, 138 421 unités). La volonté gouvernementale de relancer l'accession est positive. Néanmoins, la relance du PTZ+ dans les zones B1, B2 et C au détriment des populations des zones A et Abis risque de peser sur la solvabilité des ménages dans les zones tendues.

En Ile-de-France, 63 758 logements ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une chute de -17,2% par rapport aux douze mois précédents. Il faut noter que le nombre de logements autorisés sur les douze mois précédents est surestimé d'environ 7 000 logements en raison de l'enregistrement en juillet 2012 d'un nombre important de permis de construire qui avaient été délivrés entre 2008 et 2011. Seule indication fiable, le nombre de logements autorisés au premier semestre 2014 est supérieur à la moyenne observée depuis 2008.

44 992 logements ont été **commencés** sur les douze derniers mois, en baisse de -17,4% par rapport aux douze mois précédents. Les mises en chantier de logements collectifs baissent (-15,8%, 33 499 unités), ainsi que celles de logements individuels (-21,1%, 6 575 unités) et celles de logements en résidence (-22,7%, 4 918 unités). Si le niveau des mises en chantier est resté supérieur à la moyenne observée depuis 2008 au premier semestre, les mises en chantier pourraient fortement diminuer au deuxième semestre en raison du blocage de certains projets immobiliers par les nouvelles équipes municipales.

Graphique 1 : Logements autorisés et commencés en Ile-de-France en rythme annuel (en nombre)



Le marché du logement neuf en Ile-de-France

Sur les douze derniers mois, les mises en ventes atteignent 13 732 unités (en baisse de -19% par rapport aux douze mois précédents) et les ventes 12 485 unités (en hausse de 6% par rapport aux douze mois précédents). Au premier semestre, les mises en ventes et les ventes sont inférieures, respectivement, de -32% et de -10% à leur niveau du premier semestre 2013, malgré un deuxième trimestre dynamique.

Les mises en vente baissent dans tous les départements. Paris (-39%), le Val d'Oise (-31%) et le Val-de-Marne (-28%) enregistrent les plus fortes baisses.

Les ventes sont en baisse dans le Val d'Oise (-30%), la Seine-et-Marne (-1%) et le Val-de-Marne (-1%). Les Yvelines enregistrent la plus forte progression des ventes (+50%).

L'encours de logements disponibles en Ile-de-France atteint 18 434 unités au 30 juin 2014, niveau nettement supérieur à la moyenne de longue période.

Le prix moyen des logements neufs disponibles s'établit à 4 741€ par m² en Ile-de-France, en baisse de 0,2% par rapport au premier trimestre 2014. Les prix baissent de -0,2% en Zone Centrale et progressent de 2,9% en Grande Couronne (source : ADIL75).

Les aides à l'accession en Ile-de-France

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le prêt à taux zéro (PTZ+) est soumis à conditions de ressources et réservé au neuf. Au 1^{er} janvier 2013, l'Etat a abaissé le plafond de ressources : pour un foyer fiscal composé de deux personnes, le plafond est passé de 65 250 € à 50 400 € (-22%). Au premier trimestre 2014, 1 682 offres ont été émises (+93% par rapport au premier trimestre 2013). Le montant moyen prêté est de 63 710 € pour un coût moyen des opérations de 226 706 €, soit un volume d'opérations de 381 millions d'euros (Source : SGFGAS / FFB Grand Paris).

Observatoire du Crédit Logement (France)

En rythme annuel, le nombre de prêts bancaires accordés dans le neuf est en baisse de -4,3% à fin juin. Au deuxième trimestre, les taux étaient toujours orientés à la baisse (2,92% contre 3,07% au premier trimestre) tandis que la durée moyenne des prêts (235 mois) remontait légèrement. Enfin, le coût relatif des opérations a reculé pour le deuxième trimestre consécutif à 4,55 années de revenus.

La progression du chiffre d'affaires de la construction neuve de logements devrait ralentir légèrement pour s'établir à 1% en 2014.

La construction neuve de locaux non résidentiels

• Locaux non résidentiels autorisés (en milliers de m²)

Période		France	IDF
12 mois à fin juin 2014	p	39 003	4 621
12 mois à fin juin 2013	p-1	42 820	5 198
Variation	p/p-1	-8,9%	-11,1%

Source : Sitadel2

• Locaux non résidentiels commencés (en milliers de m²)

Période		France	IDF
12 mois à fin juin 2014	p	26 348	3 154
12 mois à fin juin 2013	p-1	27 137	3 008
Variation	p/p-1	-2,9%	4,9%

Source : Sitadel2

L'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011 modifie la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme. À compter du 1^{er} mars 2012, la surface de plancher se substitue à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON). Aujourd'hui, l'administration a recalculé les séries SHON passées en équivalent surface de plancher jusqu'au mois de décembre 2011. Une rupture de série apparaît en décembre 2011.

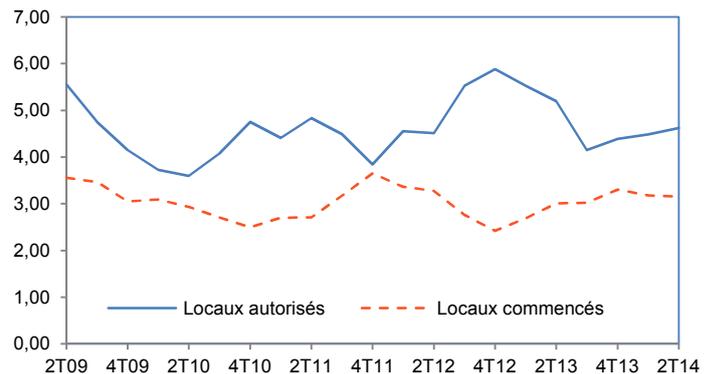
En France métropolitaine, 39 millions de mètres carrés (m²) de locaux non résidentiels ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -8,9% par rapport aux douze mois précédents. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis avril 2011. Tous les types de locaux enregistrent une baisse des autorisations : les surfaces autorisées de locaux de services publics baissent de -18,6%, celles de locaux industriels de -15,9% et celles de bureaux de -4,5%.

Les mises en chantier de locaux non résidentiels s'élèvent à 26,3 millions de mètres carrés sur les douze derniers mois, en baisse de -2,9% par rapport aux douze mois précédents. Seules les mises en chantier d'entrepôts progressent (+3,9%). Les mises en chantier de locaux de services publics baissent de -4,1% et celles de bureaux de -13%.

En Ile-de-France, 4,6 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **autorisés** sur les douze derniers mois, soit une baisse de -11,1% par rapport aux douze mois précédents. Si le niveau des autorisations reste très inférieur à celui enregistré en juin 2013 (5,1 millions de m² en rythme annuel), le graphique 2 montre une remontée progressive du volume des autorisations depuis décembre 2013 qui s'explique en partie par le dynamisme des autorisations de bureaux (1,7 million de m² sur les douze derniers mois, en progression de 12,6%). Le dynamisme des autorisations de bureaux ne doit pas masquer l'effondrement de celles de locaux de services publics (-23%), d'entrepôts (-16,5%) et de commerces (-28,9%).

Près de 3,2 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **mis en chantier** sur les douze derniers mois, soit une progression de 4,9% par rapport aux douze mois précédents. Malgré une reprise au deuxième trimestre, les mises en chantier de bureaux pâtissent d'un premier trimestre 2014 très calme. Ainsi, en rythme annuel, les surfaces de bureaux mises en chantier reculent-elles de -6,4% à 925 861 m². Les surfaces mises en chantier de commerces reculent de -1,2%. Les mises en chantier d'entrepôts progressent de 60,8%, celles de locaux industriels progressent de 7,1% et celles de locaux de services publics progressent de 3,5%. Ces dernières atteignent 1,03 million de m² sur un an.

Graphique 2 : Locaux non résidentiels autorisés et commencés en Ile-de-France en rythme annuel (en millions de m²)



Selon CB Richard Ellis, les fondamentaux du marché français de l'investissement en immobilier d'entreprise sont solides. Il bénéficie des capitaux internationaux qui cherchent à se placer dans l'immobilier et du retour des banques. Les grands institutionnels étrangers (fonds de pension et fonds souverains) représentent 45,7% des engagements signés au premier semestre. En raison de rendements trop faibles sur les actifs parisiens les plus sécurisés, les investisseurs augmentent leur prise de risque ce qui favorise, en particulier, la première couronne.

Les données provisoires montrent que les transactions sur le marché francilien des bureaux, commerces et entrepôts se sont élevées à 8,2 milliards d'euros au premier semestre 2014 (+86% par rapport au premier semestre 2013).

Sur le marché francilien des bureaux, la demande placée atteint 1,1 million de m² au premier semestre 2014 (+24% par rapport au premier semestre 2013). CBRE constate cependant que les entreprises mettent en place des politiques de rationalisation des surfaces. Le marché a été dominé par les transactions de plus de 5 000 m² (507 000 m² placés, +51% par rapport au premier semestre 2013). Les transactions de petites surfaces (< 1 000 m²) progressent également mais à un rythme moins élevé (+14%). Enfin, la demande placée de surfaces moyennes (1 000 à 5 000 m²) progresse faiblement (+2%) pour s'établir à 304 200 m². Le loyer facial moyen francilien hors charges pour des surfaces neuves ou restructurées / rénovées est stable sur un an à 294 € HT/m²/an. Le volume de surfaces immédiatement disponibles est stable à 3,9 millions de m², soit un taux de vacance de 7,0%, niveau supérieur à la moyenne sur 10 ans (6%). 18% de ce stock est composé de surfaces neuves ou restructurées. Concernant l'offre future certaine, seul 5ancements en blancs ont eu lieu au deuxième trimestre (dont 4 constructions neuves). L'offre future probable atteint 3,3 millions de m² dont 2,6 millions de m² à construire ou restructurer au travers de 98 projets.

Avec 422 400 m² de demande placée au premier semestre en Ile-de-France, l'activité sur **le marché des entrepôts de plus de 5 000 m²** progresse de 71,3% par rapport au premier semestre 2013. Le stock atteint 1,6 million de m², en hausse de 11% sur un an.

Sur le marché francilien des locaux d'activité et des petits entrepôts, 455 800 m² ont été commercialisés au premier semestre (+31% par rapport au premier semestre 2013). Le stock s'élève à 2,5 millions de m² (+7% sur un an).

La faiblesse des mises en chantier et des autorisations devrait se traduire en 2014 par une stabilité du chiffre d'affaires de la construction neuve de locaux non résidentiels en Ile-de-France.

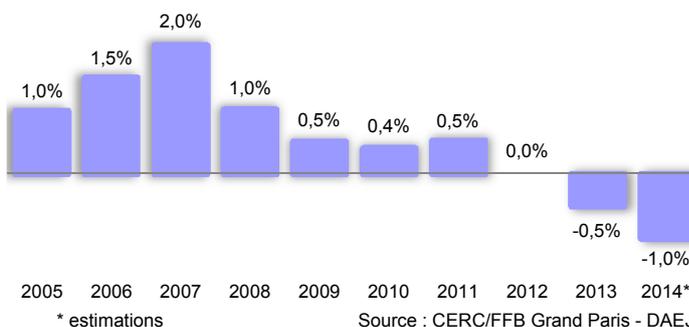
Les travaux d'entretien-amélioration

Pour la première fois depuis 2003, l'activité dans le secteur de l'**entretien-amélioration** s'est contractée (-0,5%) en 2013. Ce secteur représente près de 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France. Il ressort des résultats de l'enquête de conjoncture que les chefs d'entreprise anticipent globalement une baisse de leur activité sur ce marché au troisième trimestre 2014.

L'évolution du chiffre d'affaires sur le marché de l'entretien-amélioration dépend fortement du comportement et de la capacité de financement des ménages, des entreprises et des administrations. Les statistiques disponibles montrent que le climat n'est pas propice à la hausse de la demande en travaux. En effet, le moral des ménages reste très inférieur à la moyenne (soldes d'opinion dégradés concernant la situation financière, le pouvoir d'achat et l'opportunité de faire des achats, craintes liées au chômage en hausse) et les ventes immobilières se stabilisent à un niveau extrêmement bas. Malgré une légère hausse, le taux de marge des entreprises reste nettement inférieur à la moyenne de long terme (36,2% contre 42,1%).

Sur le marché de la rénovation énergétique, le volume des aides de l'Etat aux particuliers au titre de l'amélioration de la performance énergétique des logements est en baisse continue depuis de nombreuses années (baisse des crédits du CIDD et du volume d'Eco-PTZ distribués). Ainsi, seuls 329 Eco-PTZ ont-ils été distribués en Ile-de-France au premier trimestre 2014 pour un total de 6,5 millions d'euros contre 8,8 millions d'euros au premier trimestre 2013 (-26%). Au premier trimestre, l'Ile-de-France n'a reçu que 6% du montant des Eco-PTZ distribués au niveau national (source : SGFGAS).

Graphique 3 : Evolution du chiffre d'affaires de l'entretien-amélioration



La Profession se félicite de l'annonce gouvernementale relative à la simplification du CIDD et de la majoration de son taux à 30% ainsi que de l'entrée en vigueur de l'éco-conditionnalité au 1^{er} septembre 2014 pour l'Eco PTZ. Néanmoins, la mise en place de l'éco-conditionnalité s'est accompagnée du transfert du risque de conformité des banques vers les entreprises.

La Profession participera à l'élaboration de stratégies et d'initiatives locales en faveur de la rénovation énergétique afin d'améliorer l'efficacité du Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat.

La prévision d'évolution du chiffre d'affaires pour 2014 sur ce secteur est de -1%. Le passage du taux réduit de TVA de 7% à 10% pénalise fortement ce secteur.

L'emploi

Emploi salarié dans le secteur de la Construction * - par département : comparaisons trimestrielles

au quatrième trimestre 2013	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
Effectifs Construction	30 041	37 693	42 967	38 644	31 355	36 617	32 916	26 996	277 229
Variation t/t-1 (%)	0,3	1,4	0,8	0,7	-0,3	1,4	0,9	0,9	0,8

Source : INSEE

au premier trimestre 2014	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
Effectifs Construction	30 196	37 484	43 683	38 678	31 643	35 965	32 802	27 175	277 626
Variation t/t-1 (%)	0,5	-0,6	1,7	0,1	0,9	-1,8	-0,3	0,7	0,1

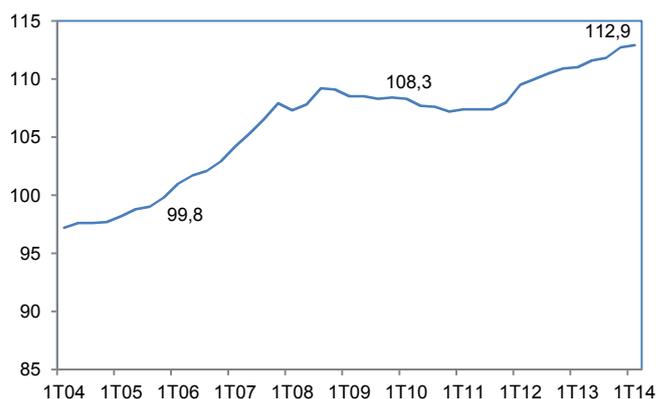
Source : INSEE

au 31 mars 2014	IDF
Intérimaires Construction	19 112
Evolution trimestrielle (%)	-2,5
Evolution annuelle (%)	-3,3

Source : Pôle emploi

* Effectif des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics d'au moins un salarié
NB : A partir du 1^{er} trimestre 2012, la source des données de l'INSEE a été modifiée ce qui a provoqué une rupture de série. Les données présentées ici sont provisoires.

Graphique 4 : Evolution des effectifs salariés en Ile-de-France sur 10 ans (Base 100 en T4 2001)



L'INSEE, à rebours de l'opinion exprimée par les chefs d'entreprise, estime que l'emploi salarié dans la Construction (BTP) a progressé de 0,1% au premier trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent pour atteindre 277 626 salariés.

Trois départements enregistrent une baisse du nombre de salariés (les Hauts-de-Seine (-0,6%), les Yvelines (-1,8%) et l'Essonne (-0,3)). Sur un an, l'emploi salarié progresse dans tous les départements, le Val d'Oise (+4,1%) et la Seine-Saint-Denis (+3,7%) enregistrant la plus forte progression.

Le nombre d'intérimaires dans la Construction (BTP) au 31 mars 2014 est en baisse de -2,5% par rapport au 30 décembre 2013. Sur un an, il baisse de -3,3%.

en milliards d'€ 2013	2010	2011	2012	2013	2014*
Total construction neuve	12,0	12,3	12,5	12,8	12,8
<i>France entière</i>	59,2	60,8	59,7	57,1	56,8
- dont logements	6,5	6,6	6,7	6,8	6,8
<i>France entière</i>	37,3	39,1	37,7	34,9	34,8
- dont autres bâtiments	5,6	5,7	5,8	6,0	6,0
<i>France entière</i>	21,9	21,7	22,0	22,2	21,9
Total travaux sur bât. Existants	19,3	19,3	19,3	19,2	19,0
<i>France entière</i>	71,9	72,6	72,2	71,3	71,2
TOTAL Ile-de-France	31,3	31,6	31,8	32,0	31,9
<i>France entière</i>	131,1	133,4	131,8	128,4	127,9

*prévisions

10/09	11/10	12/11	13/12	14/13
-1,2%	2,4%	1,5%	2,2%	0,5%
-5,8%	2,8%	-1,9%	-4,4%	-0,5%
4,7%	2,2%	1,0%	1,5%	1,0%
-1,1%	4,9%	-3,5%	-7,4%	-0,2%
-7,1%	2,6%	2,0%	3,0%	0,0%
-12,9%	-0,8%	1,1%	0,8%	-0,9%
0,4%	0,4%	0,0%	-0,5%	-1,0%
-2,0%	0,9%	-0,6%	-1,1%	-0,2%
-0,2%	1,2%	0,6%	0,5%	-0,4%
-3,7%	1,7%	-1,2%	-2,6%	-0,4%

Source : FFB/CERC/FFB Grand Paris - DAEJ

En 2013, au niveau national, le chiffre d'affaires du Bâtiment en volume s'est replié de -2,6% pour représenter 128,4 milliards d'euros. Il se ventile entre la construction neuve (57,1 milliards d'euros, en baisse de -4,4%) et l'entretien-amélioration (71,3 milliards d'euros, en baisse de -1,1%).

En Ile-de-France, le chiffre d'affaires du secteur du Bâtiment s'est élevé à 32 milliards d'euros en volume, en hausse de 0,5% par rapport à l'année précédente. Il est inférieur de 0,5% à son niveau de 2008.

Le chiffre d'affaires sur le marché de la construction neuve en Ile-de-France a progressé de 2,2% pour s'établir à 12,75 milliards d'euros. Il se décompose comme suit : 6 milliards d'euros pour la construction neuve de bâtiments non résidentiels (+3%) et 6,8 milliards d'euros pour la construction neuve de logements (+1,5%). Le chiffre d'affaires réalisé sur le marché de l'entretien-amélioration s'est contracté de -0,5% en 2013. Il représente 19,2 milliards d'euros soit 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France. C'est la première baisse observée depuis 2003.

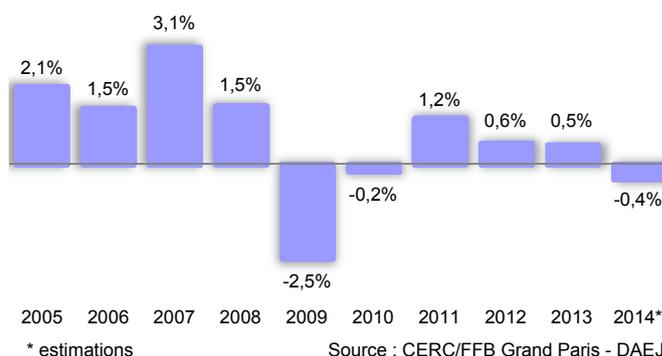
Pour la troisième année consécutive, le secteur du Bâtiment en Ile-de-France enregistre une croissance faible en raison des difficultés rencontrées sur le marché de l'entretien-amélioration. En 2013, le chiffre d'affaires de la Profession n'est toujours pas revenu à son niveau de 2008.

Les prévisions pour 2014 montrent que le chiffre d'affaires en volume atteindra 31,9 milliards d'euros en Ile-de-France, en repli de -0,4% sur l'année.

L'activité sur le marché de la **construction neuve de logements** progresserait de 1%. L'augmentation continue du nombre de logements sociaux neufs agréés ces dernières années devrait se traduire par un niveau de mises en chantier supérieur à la moyenne. Concernant la promotion immobilière privée, le plan Valls annoncé fin août est destiné à rassurer les investisseurs et à solvabiliser les primo-accédants modestes. Si la Profession se félicite de la volonté affichée par le Gouvernement de soutenir l'accession et l'investissement locatif, les mesures annoncées risquent d'être insuffisantes pour surmonter la grave crise qui impacte la construction neuve de logements.

Le marché de la **construction neuve de locaux non résidentiels** devrait connaître une activité stable en 2014 par rapport à 2013. Deux types de locaux devraient être pénalisés en 2014 en raison d'une croissance trop faible et de la mise en place des nouvelles équipes municipales : les locaux de services publics et les locaux industriels. En revanche, les contraintes financières pesant sur les investissements en bureaux et en entrepôts devraient diminuer. Au final, l'activité serait soutenue par la fin des grandes réalisations lancées entre 2010 et 2012 et la stabilisation des mises en chantier.

Graphique 5 : Evolution du chiffre d'affaires du Bâtiment en Ile-de-France



Enfin, **l'entretien-amélioration** devrait subir une contraction de son chiffre d'affaires de -1%. Le chômage, l'instabilité fiscale et des perspectives de croissance trop faible renforcent l'incertitude et par conséquent le comportement attentiste des maîtres d'ouvrage. Le marché de la rénovation énergétique est l'un des principaux relais de croissance pour notre Profession, c'est pourquoi la Profession se félicite de la mise en place de l'éco-conditionnalité au 1^{er} septembre et de l'annuaire national des entreprises RGE. Néanmoins, le développement du marché de la rénovation énergétique reste freiné par le manque d'information des particuliers et la complexité excessive des dispositifs d'aide.

Les enjeux pour la fin de l'année 2014

Fin août, face à la chute des autorisations et des mises en chantier, le premier ministre a annoncé un plan de relance de la construction de logements. Le Gouvernement a décidé d'agir sur trois leviers : amélioration des conditions d'octroi du PTZ+ notamment dans les zones B et C, amélioration du Dufлот, rebaptisé Pinel, et déblocage du foncier grâce à un abattement temporaire sur les plus-values de cession. Concernant le PTZ+, la Profession a obtenu l'élargissement de la possibilité d'obtenir un différé de remboursement mais regrette la baisse de la quotité de prêt et du plafond de l'opération finançable en zone tendue. Concernant l'investissement locatif, la Profession salue le nouveau dispositif et l'annonce de la suspension, exceptée à Paris, de l'encadrement des loyers. L'annonce de cette mesure avait créé un choc considérable chez les particuliers investisseurs qui les ont conduits à désertier massivement l'investissement dans la pierre. Nous restons convaincus que la mise en place d'un environnement favorable à l'investissement dans la pierre est la seule manière de surmonter la grave crise du logement.

Pays	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)			Balance courante (% PIB)		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Etats-Unis	1,9	1,6	3,3	1,5	2,0	2,0	-2,3	-2,5	-2,5
Japon	1,5	1,5	0,7	0,4	2,5	1,8	0,7	0,7	1,2
Zone Euro	-0,4	1,0	1,5	1,4	0,9	1,3	3,0	2,6	2,4
Allemagne	0,5	2,0	1,9	1,6	1,0	1,6	7,5	5,8	5,6
France	0,4	0,7	1,4	1,0	1,1	1,2	-1,4	-1,4	-1,6
Italie	-1,9	0,1	0,9	1,3	0,7	1,2	1,0	1,1	0,9
Espagne	-1,2	1,0	1,5	1,5	0,5	0,9	0,8	0,4	0,5
Royaume-Uni	1,7	3,1	2,3	2,6	1,9	2,0	-4,4	-3,3	-2,5
Europe - Emergents	2,1	1,6	2,6	5,6	5,1	4,8	-0,8	-0,3	-1,0
Russie	1,3	0,6	1,8	6,8	6,2	5,3	1,6	2,0	1,4
Amérique Latine	2,3	1,2	2,1	8,1	7,8	6,8	-2,4	-2,2	-2,4
Asie	6,0	6,1	6,1	4,1	3,8	4,5	1,9	1,1	0,7
Inde	4,7	5,5	6,0	9,5	8,2	8,1	-1,7	-2,4	-3,4
Chine	7,7	7,4	7,0	2,6	2,3	3,5	2,0	1,2	0,8
Ensemble	2,8	2,9	3,5	3,0	3,1	3,2	0,5	0,2	0,0

Source : Crédit Agricole S.A.

L'économie mondiale en 2013 et perspectives 2014

La croissance de la production mondiale a continué de ralentir en 2013. Elle s'est établie à 2,8% contre 3% en 2012 et 3,6% en 2011. Malgré une croissance toujours dynamique, les pays émergents ont subi une forte instabilité financière liée aux interrogations sur la politique monétaire américaine. La croissance de l'économie chinoise en 2013 (7,7%) est ainsi la plus faible enregistrée depuis 1999. Parmi les pays industrialisés, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont poursuivi leur politique monétaire accommodante. Si les Abenomics (relance budgétaire couplée à une relance monétaire) ont permis au Japon de relancer sa croissance, la croissance américaine pâtit des désaccords au Congrès sur le budget fédéral.

Pour 2014, la prévision de croissance du PIB mondial a été fortement révisée à la baisse. Le nouveau consensus s'établit à 2,9% contre 3,3% précédemment. Cette baisse est le signe de la dégradation de l'environnement économique en Europe Centrale, au Moyen Orient mais aussi en Amérique Latine et aux Etats-Unis (en raison de mauvaises conditions climatiques). Dans ce contexte, la FED allège son soutien à l'économie et se divise sur le calendrier de normalisation de sa politique monétaire. Une remontée brutale des taux d'intérêt pourrait avoir de lourdes conséquences sur la croissance mondiale, notamment dans les pays émergents les plus fragiles.

Sortie de récession en Europe

En 2013, la Zone Euro a enregistré sa deuxième année consécutive de récession (-0,4% après -0,6% en 2012).

Pour 2014, le ralentissement de l'assainissement budgétaire devrait permettre un timide retour de la croissance (+1%). Le détail des prévisions montre que tous les pays devraient connaître une accélération de l'activité. L'Allemagne verrait ainsi sa croissance passer de 0,5% en 2013 à 2% en 2014 et la France de 0,4% en 2013 à 0,7% en 2014. Les pays du sud de l'Europe (Italie, Espagne) sortiraient de deux années de forte récession. L'inflation devrait s'établir à 0,9% en décembre contre 0,5% en juin. Malgré un taux directeur au plus bas, la politique monétaire de la BCE est inefficace au regard de l'objectif poursuivi (2% d'inflation). Le taux de chômage s'établit à 11,5% en Zone Euro en juin 2014, en baisse de 0,5 point sur un an. La croissance prévue pour 2014 reste trop faible pour inverser durablement la courbe du chômage.

La Zone Euro risque-t-elle d'entrer en déflation ?

La déflation se caractérise par la baisse prolongée des prix, tous produits et secteurs confondus. Lorsque ce phénomène se produit, les agents repoussent leurs dépenses en attendant une future baisse des prix, grippant de ce fait l'économie. Alors que le taux d'inflation a perdu 2 points depuis l'été 2012, l'entrée en déflation est le principal risque auquel est confrontée la Zone Euro. Si la baisse de l'inflation est, en partie, liée à la baisse du prix des matières premières importées, elle résulte surtout de la faiblesse de la demande, notamment dans les services.

Les trois principales composantes de l'indice IPDH sont l'évolution des prix de l'énergie, des prix de l'alimentation et l'inflation sous-jacente. La politique monétaire n'a que peu d'incidence sur les deux premières composantes de l'indice, en revanche, elle a un impact direct sur l'inflation sous-jacente. Les deux principales sous-composantes de cette dernière sont l'évolution des prix des biens industriels non énergétiques et celle du prix des services. Au final, c'est l'étude de cette dernière qui permet d'évaluer le risque de déflation. Or, au niveau de la Zone Euro, le nombre de services, dont les prix progressent très peu ou sont en baisse, est en augmentation rapide et atteint le niveau le plus élevé depuis la mise en place de l'union monétaire. Pourtant, la déflation ne semble pas encore installée en Zone Euro.

Néanmoins, la faiblesse actuelle de l'inflation renchérit déjà le coût de la dette publique et privée, freinant le désendettement pourtant nécessaire. En parallèle, la fermeture du robinet du crédit contraint la demande. Finalement, c'est l'activité et les prix qui baissent.

Conjoncturellement, l'économie européenne va mieux : l'indicateur synthétique calculé mensuellement par la Commission européenne à partir des enquêtes de conjonctures nationales a atteint en mai son plus haut niveau depuis décembre 2010. En juin, il est resté stable. A -22, l'indicateur concernant le secteur de la Construction se rapproche de sa moyenne de long terme (-19).

La France sort péniblement de la stagnation

Pour 2014, le consensus des économistes anticipe une croissance de 0,7%. Alors que la France doit donner la priorité aux réformes structurelles et à l'investissement, le financement du pacte de responsabilité et des baisses d'impôts promises par le Gouvernement semble devoir se faire au détriment de l'investissement public.

Les résultats détaillés de l'enquête trimestrielle de conjoncture

Deuxième trimestre 2014

Préambule

Cette enquête a été réalisée conjointement avec l'INSEE et en liaison avec :

- la FFB Région Ile-de-France-Yvelines-Essonne-Val d'Oise,
- la FFB Ile-de-France Est.

Sommaire

	pages
1 - L'activité des entreprises	10
2 - Les carnets de commandes	14
3 - La capacité de production des entreprises	15
4 - La situation financière des entreprises	16
5 - L'emploi	18
6 - Les investissements des entreprises	20
7 - Les prix	21
8 - La tendance générale du Bâtiment	21

Remerciements

Nous exprimons nos remerciements aux chefs d'entreprise qui ont participé à notre enquête trimestrielle de conjoncture.

Note Technique

1 - On appelle :

- Grandes entreprises : celles comptant plus de 300 salariés dans le Gros Œuvre, et plus de 100 salariés dans les autres Corps d'Etat.
- Moyennes entreprises : celles de 50 à 300 salariés dans le Gros Œuvre, et de 20 à 100 salariés dans les Autres Corps d'Etat.
- Petites entreprises : celles de 10 à 49 salariés dans le Gros Œuvre, et de 10 à 19 salariés dans les Autres Corps d'Etat.

2 - Les réponses des entrepreneurs sont le plus souvent qualitatives. On comprendra que les résultats d'une seule enquête n'aient pas de signification : c'est l'évolution des écarts des réponses sur plusieurs enquêtes qui peut, seule, éclairer l'interprétation. Celle-ci appelle donc des précautions particulières. Les séries présentent des mouvements saisonniers plus ou moins accusés.

3 - La plupart des séries se présentent sous la forme d'une suite d'écarts des réponses (écarts algébriques des réponses extrêmes). Exemple en page 11 : l'écart entre les proportions (%) d'entrepreneurs qui estiment leur activité passée "en hausse" et ceux qui l'estiment "en baisse" forme l'indicateur retenu.

L'expérience montre qu'on peut, sans beaucoup de perte d'information, ne retenir que ces soldes pour interpréter les résultats. Ces séries évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant, suivant les variables représentées, la stabilité ou un niveau jugé normal. Elles ne traduisent pas une mesure statistique - en valeur absolue ou relative - de la production, mais une tendance plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher, suivant le cas, de la stabilité ou du niveau.

NOTE METHODOLOGIQUE : La méthodologie de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie du Bâtiment en Ile-de-France a été revue au premier trimestre 2013 afin de l'aligner sur celle retenue par l'INSEE. Les résultats des enquêtes précédentes ont été recalculés avec la nouvelle méthodologie sur la période 1993-2012.

Nouveauté 2013

1- L'activité des entreprises

1-1 Comment a évolué votre activité au cours des trois derniers mois ?

→ Activité passée suivant le type de chantiers

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
2e trimestre 2012	15	26	-10	9	29	-20	17	26	-9
3e trimestre 2012	13	25	-12	10	30	-20	13	25	-12
4e trimestre 2012	11	29	-18	7	38	-31	10	28	-18
1er trimestre 2013	9	38	-29	9	42	-33	12	38	-26
2e trimestre 2013	15	29	-14	12	33	-21	18	29	-11
3e trimestre 2013	14	28	-13	10	33	-23	14	29	-15
4e trimestre 2013	19	30	-11	12	36	-24	15	31	-16
1er trimestre 2014	13	33	-19	8	43	-35	15	34	-19
2e trimestre 2014	14	31	-17	10	41	-31	16	34	-18

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
2e trimestre 2012	-10	-11	-8	-12	-10	-13	+2	-15
3e trimestre 2012	-12	-8	-2	-12	-20	-13	-6	-21
4e trimestre 2012	-18	-18	-15	-18	-27	-1	-38	-17
1er trimestre 2013	-29	-22	-42	-29	-25	-33	-34	-30
2e trimestre 2013	-14	-7	-14	-17	-13	-4	-12	-31
3e trimestre 2013	-13	-7	-10	-31	-20	+13	-17	-29
4e trimestre 2013	-11	-12	-24	-21	-7	+8	-11	-17
1er trimestre 2014	-19	-16	-21	-32	-7	-1	-31	-26
2e trimestre 2014	-17	-12	-4	-47	+4	-2	-24	-22

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
2e trimestre 2012	-10	-1	-15	-14
3e trimestre 2012	-12	-5	-14	-17
4e trimestre 2012	-18	+1	-26	-27
1er trimestre 2013	-29	-17	-33	-35
2e trimestre 2013	-14	-7	-16	-19
3e trimestre 2013	-13	-13	-7	-21
4e trimestre 2013	-11	+6	-15	-22
1er trimestre 2014	-19	-9	-22	-27
2e trimestre 2014	-17	-11	-20	-20

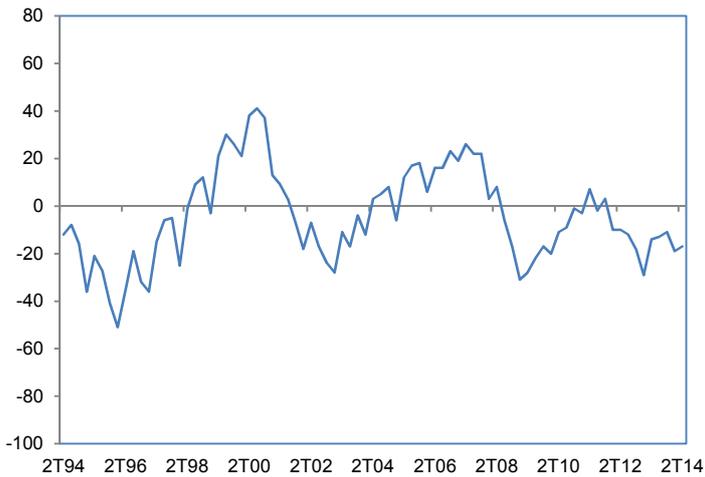
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée suivant le type d'ouvrages

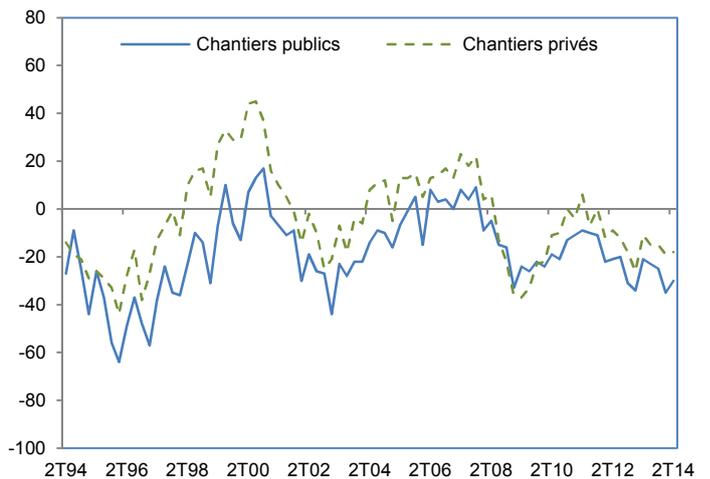
Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
-16	-19	-10
-21	-25	-8
-28	-32	-18
-31	-39	-30
-23	-24	-14
-30	-27	-14
-26	-33	-11
-25	-37	-18
-26	-24	-16

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée de l'ensemble du Bâtiment



→ Activité passée suivant le type de chantiers



Pour les chefs d'entreprises qui ont répondu à l'enquête, **l'activité des entreprises a baissé au deuxième trimestre 2014**. Le solde d'opinion s'établit à -17. Malgré une hausse de 2 points, il reste nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-2). **Le ralentissement de l'activité, continu depuis plus de deux ans, a connu une accélération au premier semestre 2014.**

Le ralentissement de l'activité s'est très légèrement atténué sur **les chantiers privés** (solde d'opinion à -18, en hausse d'un point). Malgré une hausse de 4 points, le niveau du solde d'opinion concernant l'activité sur **les chantiers publics (-31)** montre que l'activité a continué à s'y dégrader à un rythme soutenu.

Le niveau des soldes d'opinion par taille d'entreprise montre que les chefs d'entreprise estiment que leur activité est en baisse et ce quelle que soit la taille d'entreprise considérée. Le solde d'opinion des dirigeants de grandes entreprises (-11), celui des dirigeants d'entreprises de taille intermédiaire (-20) et celui des dirigeants de petites entreprises (-20) sont inférieurs à leurs moyennes sur 10 ans de, respectivement, 18, 14 et 12 points. Le solde d'opinion des dirigeants de grandes entreprises enregistre donc la plus mauvaise performance du trimestre. Par rapport au trimestre précédent, **l'évolution des soldes d'opinion** montre une nouvelle dégradation de l'activité des grandes entreprises (solde d'opinion en baisse de 2 points) alors que le ralentissement de l'activité tend à s'atténuer dans les autres entreprises.

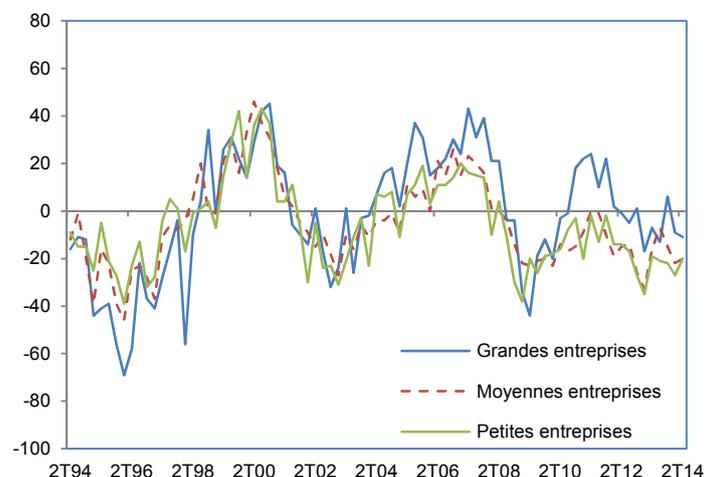
Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que seules les entreprises de la Métallerie (solde d'opinion à +4) et du Bois (solde d'opinion à -4, niveau supérieur à la moyenne sur 10 ans) enregistrent une progression de leur activité. L'activité des entreprises du Génie Climatique-Isolation a été globalement stable (solde d'opinion à -2, en baisse d'un point). Parmi les corps d'état dont les entreprises enregistrent une baisse de leur activité (Gros Œuvre, Couverture-Plomberie-Etanchéité, Peinture-Finitions et Electricité), celui de la Couverture-Plomberie-Etanchéité subit la conjoncture la plus difficile (solde d'opinion à -47, en baisse de 15 points par rapport au trimestre précédent).

L'activité est en baisse sur tous les marchés.

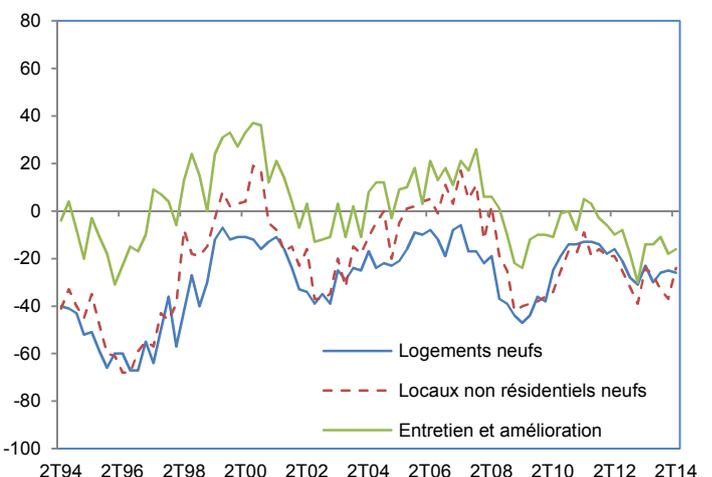
Le solde d'opinion concernant **la construction neuve de logements** est stable. Il s'établit à -26, niveau relativement proche de la moyenne sur 10 ans (-22). La baisse des autorisations et des mises en chantier observée en Ile-de-France ne s'est pas encore répercutée sur l'activité des entreprises. Si le solde d'opinion concernant **la construction neuve de locaux** progresse de 13 points, il reste inférieur de 8 points à la moyenne sur 10 ans.

L'activité sur **le marché de l'entretien-amélioration** reste dégradée. Après avoir chuté de 7 points au trimestre précédent, le solde d'opinion regagne 2 points. Il est inférieur de 15 points à sa moyenne sur 10 ans.

→ Activité passée par taille d'entreprise



→ Activité passée suivant le type d'ouvrages



1-2 Comment va évoluer votre activité au cours des trois prochains mois ?

→ Perspectives d'activité suivant le type de chantiers

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
2e trimestre 2012	15	26	-11	10	27	-17	15	23	-8
3e trimestre 2012	10	31	-21	5	38	-33	13	30	-17
4e trimestre 2012	7	35	-28	5	41	-36	7	35	-28
1er trimestre 2013	12	31	-19	9	36	-27	15	31	-16
2e trimestre 2013	14	26	-12	11	30	-19	15	24	-9
3e trimestre 2013	14	27	-13	7	34	-27	14	27	-13
4e trimestre 2013	10	30	-20	7	36	-29	13	28	-15
1er trimestre 2014	15	25	-11	8	31	-23	13	22	-9
2e trimestre 2014	13	27	-14	7	34	-27	15	28	-13

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
2e trimestre 2012	-11	-12	-10	-11	-18	-6	-4	-16
3e trimestre 2012	-21	-21	-24	-18	-8	-19	-28	-20
4e trimestre 2012	-28	-17	-55	-45	-31	-30	-41	-24
1er trimestre 2013	-19	-10	-53	-21	-5	-25	-19	-24
2e trimestre 2013	-12	-6	+3	-27	+3	-10	-4	-23
3e trimestre 2013	-13	-19	-16	-17	-6	+6	-18	-13
4e trimestre 2013	-20	-16	-40	-29	-16	-14	-33	-17
1er trimestre 2014	-11	-10	+4	-24	+7	+3	-18	-16
2e trimestre 2014	-14	-18	+22	-31	-10	-20	-10	-8

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
2e trimestre 2012	-11	-4	-18	-11
3e trimestre 2012	-21	-7	-28	-26
4e trimestre 2012	-28	-10	-36	-37
1er trimestre 2013	-19	-15	-17	-25
2e trimestre 2013	-12	-11	-12	-13
3e trimestre 2013	-13	-9	-15	-15
4e trimestre 2013	-20	-8	-22	-29
1er trimestre 2014	-11	-13	-8	-12
2e trimestre 2014	-14	-9	-17	-17

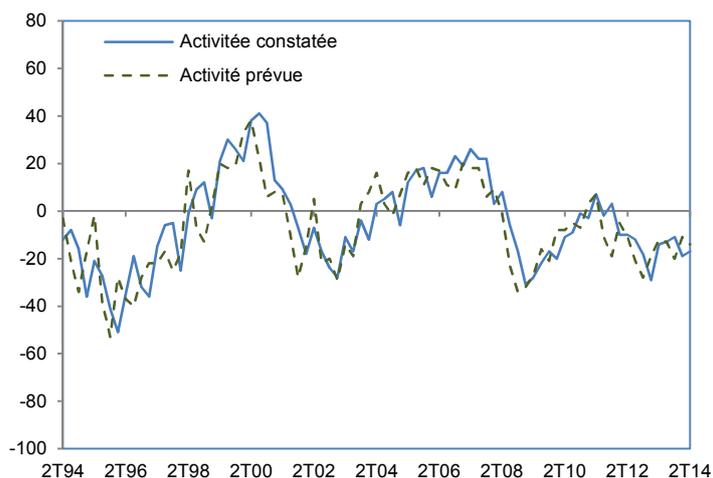
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrages

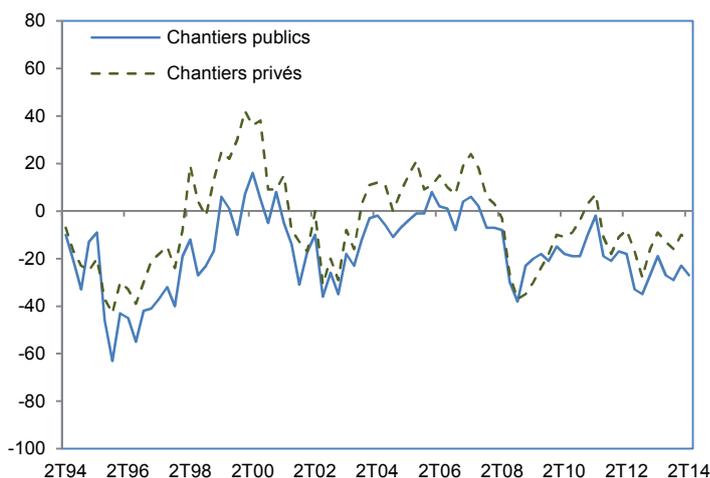
	Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
	-19	-22	-7
	-23	-29	-21
	-28	-37	-30
	-22	-26	-15
	-24	-23	-14
	-30	-26	-10
	-26	-31	-17
	-21	-24	-6
	-33	-25	-10

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée et prévue de l'ensemble du Bâtiment



→ Perspectives d'activité suivant le type de chantiers



Le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant les **perspectives d'activité de leur entreprise** perd 3 points et s'établit à -14, niveau inférieur de 12 points à sa moyenne sur 10 ans. Cette baisse est un nouveau signal négatif pour les entreprises dont les perspectives d'activité sont inférieures à la normale depuis maintenant 2 ans.

Ainsi, les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité dégradée pour le troisième trimestre 2014.

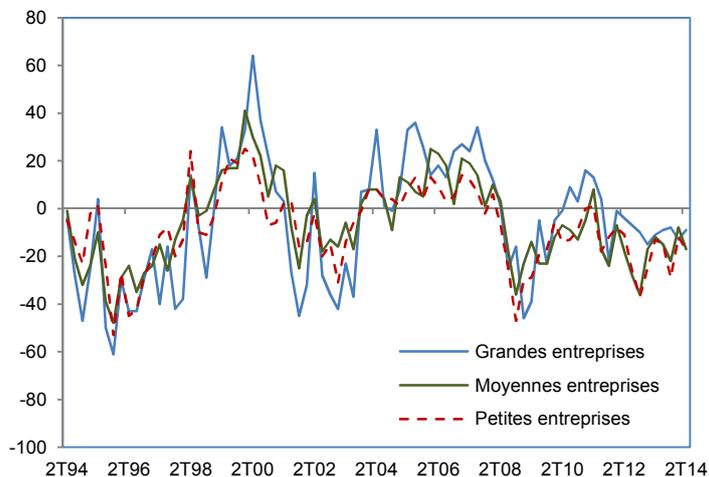
Les perspectives d'activité des entreprises sont moroses sur **les chantiers publics** (solde d'opinion à -27, niveau inférieur de 13 points à la moyenne sur 10 ans) et sur **les chantiers privés** (solde d'opinion à -13, niveau inférieur de 8 points à la moyenne sur 10 ans).

Les perspectives d'activité des entreprises sont dégradées quelle que soit la taille d'entreprise considérée. Le solde d'opinion des dirigeants de grandes entreprises concernant leurs perspectives d'activité progresse de 4 points pour s'établir à -9. Malgré cette hausse, il reste inférieur de 11 points à sa moyenne sur 10 ans. Alors qu'au trimestre précédent, les perspectives d'activités des petites et moyennes entreprises s'étaient fortement améliorées - leurs soldes d'opinion se rapprochant de leurs moyennes sur 10 ans, les résultats du deuxième trimestre 2014 montrent qu'elles se dégradent de nouveau. Leurs soldes d'opinion rechutent et s'établissent à des niveaux nettement inférieurs à leurs moyennes sur 10 ans (respectivement 9 et 11 points).

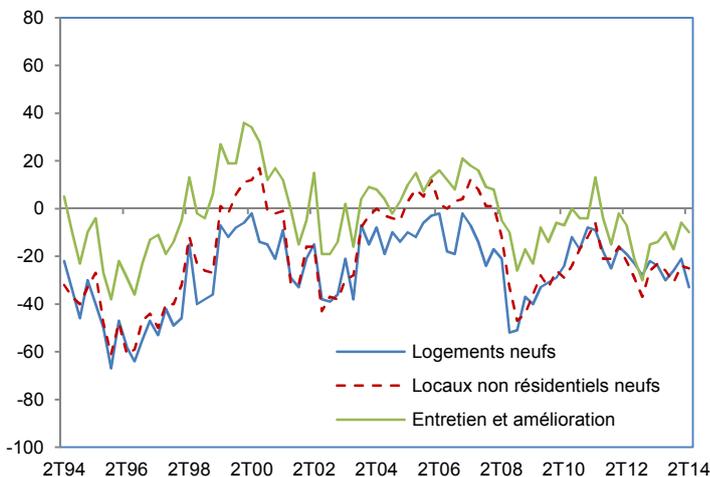
L'analyse du niveau des soldes d'opinion par corps d'état montre que seules les entreprises appartenant à trois corps d'état ont des perspectives d'activité encourageantes. C'est le cas des entreprises du Bois (solde d'opinion à +22), de celles de la Peinture-Finitions (solde d'opinion à -10) et de celles de l'Electricité (solde d'opinion à -8) : leurs soldes d'opinion sont en hausse et supérieurs à leurs moyennes sur 10 ans (respectivement -14, -16 et -10). A l'inverse, les entreprises de la Couverture-Plomberie-Etanchéité ont les perspectives d'activité les plus dégradées pour le deuxième trimestre consécutif. A -31, leur solde d'opinion est inférieur de 17 points à sa moyenne sur 10 ans.

Alors qu'au premier trimestre, les perspectives d'activité s'amélioraient fortement sur **le marché de la construction neuve de logements** et sur celui de **l'entretien-amélioration**, elles se dégradent fortement au deuxième trimestre. Sur le marché de la construction neuve de logements, le solde d'opinion chute de 12 points pour s'établir à -33, niveau inférieur de 13 points à la moyenne sur 10 ans. Cette chute semble être la conséquence directe de la baisse récente des autorisations et des mises en chantier constatée en Ile-de-France. Sur le marché de l'entretien-amélioration, le solde d'opinion chute de 4 points. Enfin, si celui correspondant aux perspectives des entreprises sur le marché de **la construction neuve de locaux** est stable, les perspectives d'activité sur ce marché restent sinistrées (solde d'opinion à -25, niveau inférieur de 10 points à la moyenne sur 10 ans).

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise



→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrages

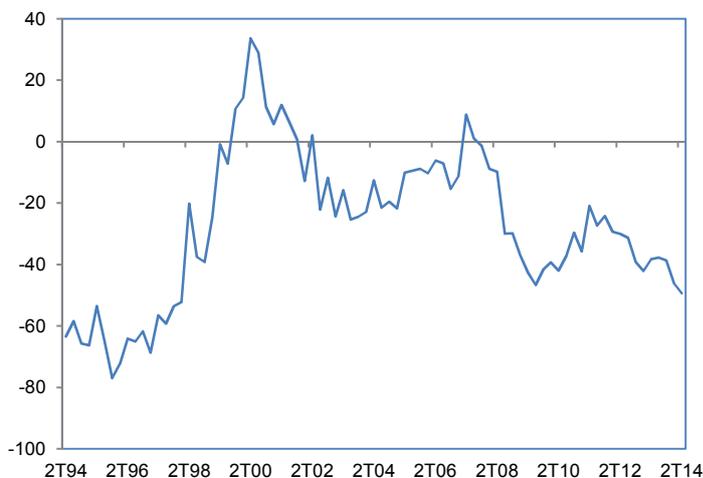


2- Les carnets de commandes

2-1 Comment se situe votre carnet de commandes pour cette période de l'année ?

	supérieur à la normale	inférieur à la normale	écart
2e trimestre 2012	8	38	-30
3e trimestre 2012	8	40	-32
4e trimestre 2012	6	45	-39
1er trimestre 2013	4	47	-43
2e trimestre 2013	6	44	-38
3e trimestre 2013	6	44	-38
4e trimestre 2013	6	45	-39
1er trimestre 2014	4	51	-47
2e trimestre 2014	4	53	-49

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



2-2 Nombre de mois de travail assurés par votre carnet actuel avec une utilisation à plein temps des effectifs

De par sa définition, trois variables influencent l'évolution du carnet de commandes : le stock de commandes, les effectifs et le chiffre d'affaires.

	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises	Ensemble du Bâtiment
2e trimestre 2012	9,1	4,8	3,5	5,7
3e trimestre 2012	8,7	4,9	3,4	5,6
4e trimestre 2012	9,0	5,0	3,2	5,6
1er trimestre 2013	8,8	5,1	3,8	5,8
2e trimestre 2013	9,3	5,2	4,1	6,1
3e trimestre 2013	9,0	5,0	4,0	5,9
4e trimestre 2013	8,7	4,6	3,5	5,5
1er trimestre 2014	8,8	4,7	3,5	5,6
2e trimestre 2014	9,2	4,4	3,7	5,7

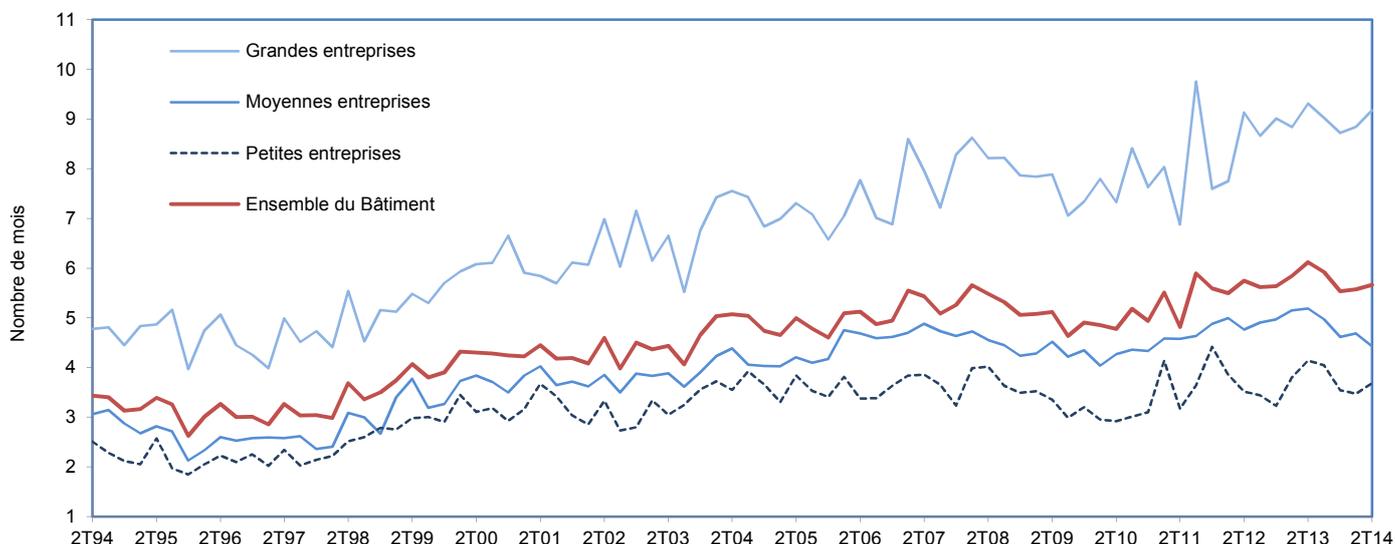
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Le carnet de commandes moyen progresse pour le troisième trimestre consécutif. Il augmente de 0,1 mois pour s'établir à **5,7 mois**, niveau supérieur à sa moyenne sur 10 ans (5,2 mois).

Le carnet de commandes moyen est tiré par celui des grandes entreprises qui voient leur carnet de commandes moyen progresser de 0,4 mois pour s'établir à 9,2 mois.

53% (+2 points) des entrepreneurs jugent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale. Cette part a progressé de 8 points en 6 mois. Au regard de la définition du carnet de commandes moyen, il semble donc que le niveau élevé du carnet de commandes moyen reflète davantage la faiblesse du chiffre d'affaires qu'un niveau élevé de commandes.

Graphique 5 : évolution du carnet de commandes par taille d'entreprise



3- La capacité de production des entreprises

3-1 Existe-t-il des obstacles à l'accroissement de votre activité ?

(en %)	oui	non
2e trimestre 2012	61	39
3e trimestre 2012	63	37
4e trimestre 2012	66	34
1er trimestre 2013	69	31
2e trimestre 2013	69	31
3e trimestre 2013	63	37
4e trimestre 2013	65	35
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	64	36

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'activité est contrainte pour 64% des entreprises (-3 points par rapport au trimestre précédent et -5 points par rapport au deuxième trimestre 2013). Ce niveau est conforme à la moyenne sur 10 ans (64%).

Le principal obstacle rencontré par les entreprises dont l'activité est contrainte reste la demande insuffisante. Ce facteur est cité par 67% d'entre elles (+5 points par rapport au deuxième trimestre 2013).

Les contraintes financières sont citées par 25% d'entre elles, niveau supérieur à la moyenne de longue période (17%). Depuis la forte progression observée au quatrième trimestre 2011, les contraintes financières se sont installées comme une préoccupation majeure des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France.

L'insuffisance de personnel est citée par 19% (-3 points) d'entre elles, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (47%).

3-2 Quels sont les obstacles à l'accroissement de l'activité des entreprises ?

(en %)	demande insuffisante	conditions climatiques défavorables	insuffisance de personnel	insuffisance équipement et matériel	contraintes financières	difficultés d'approvisionnement
2e trimestre 2012	56	7	41	0	26	4
3e trimestre 2012	63	4	34	3	24	6
4e trimestre 2012	64	6	29	2	27	4
1er trimestre 2013	67	14	27	1	26	2
2e trimestre 2013	62	12	27	2	29	4
3e trimestre 2013	62	5	28	1	28	3
4e trimestre 2013	67	6	23	2	23	6
1er trimestre 2014	71	4	22	1	22	4
2e trimestre 2014	67	1	19	1	25	3

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

3-3 Si vous receviez plus de commandes, pourriez-vous accroître votre production avec vos moyens actuels ?

→ opinion des entrepreneurs

(en %)	oui	non
2e trimestre 2012	73	27
3e trimestre 2012	73	27
4e trimestre 2012	71	29
1er trimestre 2013	78	22
2e trimestre 2013	75	25
3e trimestre 2013	70	30
4e trimestre 2013	70	30
1er trimestre 2014	76	24
2e trimestre 2014	77	23

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ si oui, de combien ?

(en %)	ensemble bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
2e trimestre 2012	21,3	19,6	22,1
3e trimestre 2012	19,5	19,1	19,6
4e trimestre 2012	20,6	21,9	20,1
1er trimestre 2013	21,0	21,5	20,7
2e trimestre 2013	19,4	18,3	19,9
3e trimestre 2013	20,5	20,8	20,4
4e trimestre 2013	21,4	24,1	20,1
1er trimestre 2014	21,2	24,1	19,9
2e trimestre 2014	19,7	20,3	19,4

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

4- La situation financière des entreprises

4-1 Quelle est votre situation financière par rapport à la période précédente ? (ensemble du Bâtiment)

(en %)	meilleure	plus mauvaise	écart
2e trimestre 2012	7	30	-23
3e trimestre 2012	7	30	-23
4e trimestre 2012	8	31	-23
1er trimestre 2013	5	32	-27
2e trimestre 2013	7	33	-26
3e trimestre 2013	4	33	-29
4e trimestre 2013	12	24	-12
1er trimestre 2014	8	32	-24
2e trimestre 2014	4	28	-24

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

La situation financière des entreprises est préoccupante.

Le solde concernant la situation financière des entreprises est stable. Il s'établit à -24. Seuls 4% des chefs d'entreprises estiment que leur situation financière s'est améliorée au deuxième trimestre. La situation financière des entreprises est dégradée en raison du défaut de paiement des clients, du ralentissement de l'activité et des prix anormalement bas (source enquête complémentaire).

4-2 Evolution des délais de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart
2e trimestre 2012	1	44	-43	0	42	-42	1	41	-40
3e trimestre 2012	1	45	-44	1	38	-37	1	43	-42
4e trimestre 2012	3	40	-37	4	40	-36	2	40	-38
1er trimestre 2013	1	45	-44	1	46	-45	1	46	-45
2e trimestre 2013	1	45	-44	1	44	-43	1	45	-44
3e trimestre 2013	1	46	-45	1	44	-43	1	43	-42
4e trimestre 2013	3	41	-38	2	39	-37	3	42	-39
1er trimestre 2014	1	43	-42	1	46	-45	4	39	-35
2e trimestre 2014	0	45	-45	2	49	-47	0	46	-46

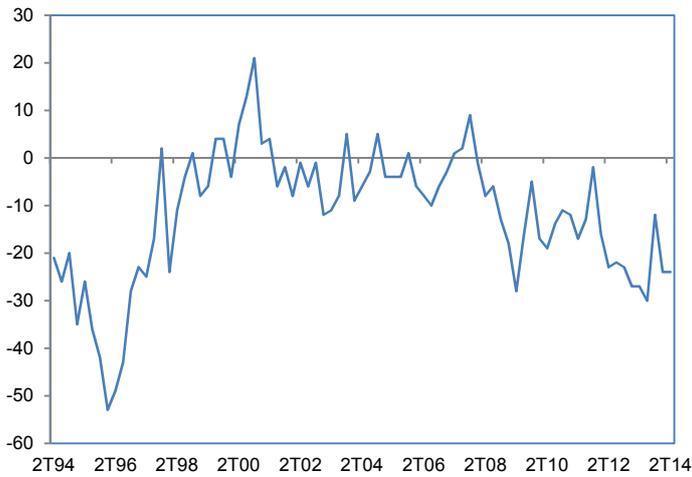
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

4-3 Evolution des retards de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart
2e trimestre 2012	2	44	-42	1	38	-37	3	38	-35
3e trimestre 2012	0	42	-42	0	42	-42	1	42	-41
4e trimestre 2012	3	44	-41	4	40	-36	3	44	-41
1er trimestre 2013	2	45	-43	1	39	-38	2	43	-41
2e trimestre 2013	2	50	-48	3	45	-42	3	47	-44
3e trimestre 2013	2	50	-48	1	43	-42	2	48	-46
4e trimestre 2013	4	50	-46	3	38	-35	4	50	-46
1er trimestre 2014	7	48	-41	6	46	-40	6	40	-34
2e trimestre 2014	5	45	-40	3	43	-40	2	46	-44

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Situation financière des entreprises (ensemble du Bâtiment)

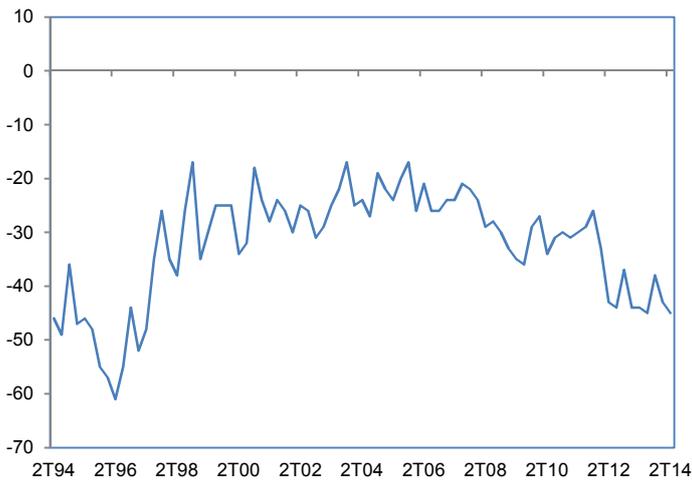


45% des chefs d'entreprise estiment que les **délais de paiement** se sont rallongés par rapport au trimestre précédent. 49% (+3 points) des chefs d'entreprise constatent cette évolution avec **leur clientèle publique** et 46% (+7 points) avec **leur clientèle privée**.

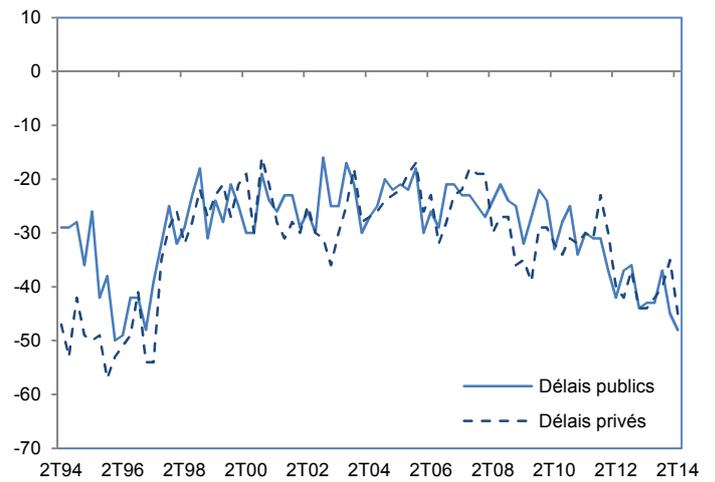
Concernant les retards de paiement, il faut noter la très forte augmentation (solde en baisse de 10 points) des retards de paiement concernant la clientèle privée.

Les différentes enquêtes disponibles montrent que les entreprises doivent faire face à une combinaison de risques dont notamment : l'augmentation des délais de paiement clients, le raccourcissement des délais de paiement fournisseurs, la difficulté d'accès au crédit bancaire et un niveau de marges extrêmement bas.

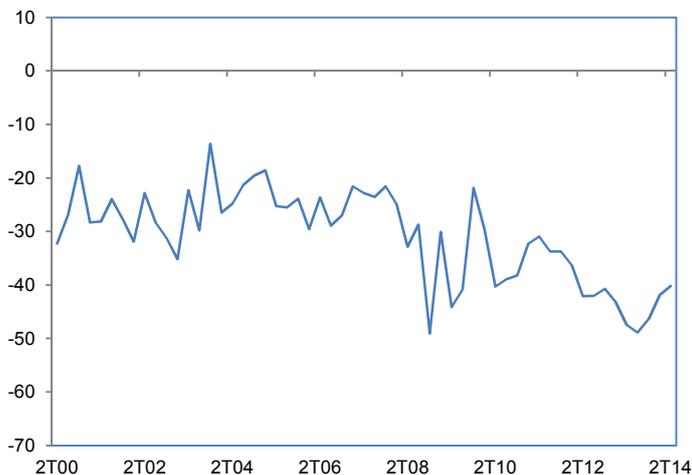
→ Evolution du solde d'opinion concernant :
les délais de paiement de l'ensemble de la clientèle



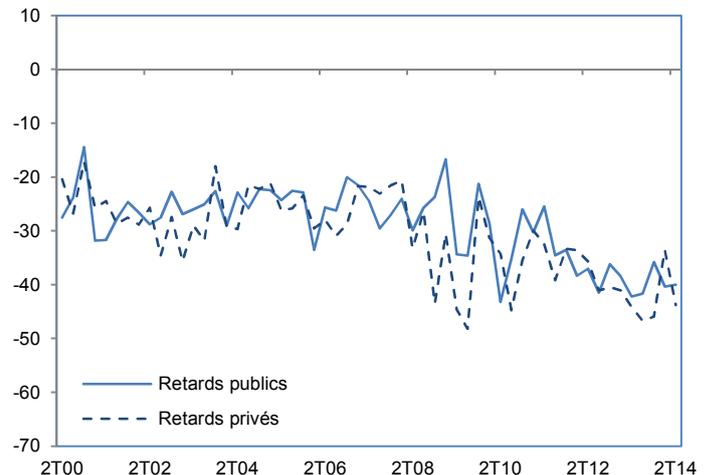
→ Evolution des soldes d'opinion concernant :
les délais de paiement par type de clientèle



→ Evolution du solde d'opinion concernant :
les retards de paiement de l'ensemble de la clientèle



→ Evolution des soldes d'opinion concernant :
les retards de paiement par type de clientèle



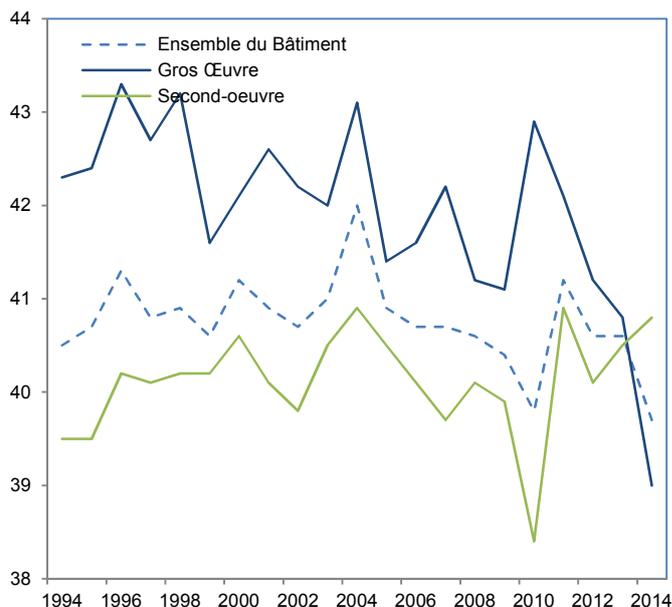
5- L'emploi

5-1 Quel est l'âge moyen de votre personnel ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
2009	40,4	41,1	39,9
2010	39,8	42,9	38,4
2011	41,2	42,1	40,9
2012	40,6	41,2	40,1
2013	40,6	40,8	40,5
2014	39,7	39,0	40,8

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'âge moyen du personnel des entreprises ayant répondu à l'enquête de conjoncture est de 39,7 ans (-0,9 an par rapport à 2013). L'âge moyen dans le Gros Œuvre est de 39 ans (-1,8 an par rapport à 2013) contre 40,8 ans dans les autres corps d'état (+0,3 an par rapport à 2013). Pour la première fois, l'âge moyen du personnel des entreprises du Gros Œuvre est moins élevé que celui des autres corps d'état.

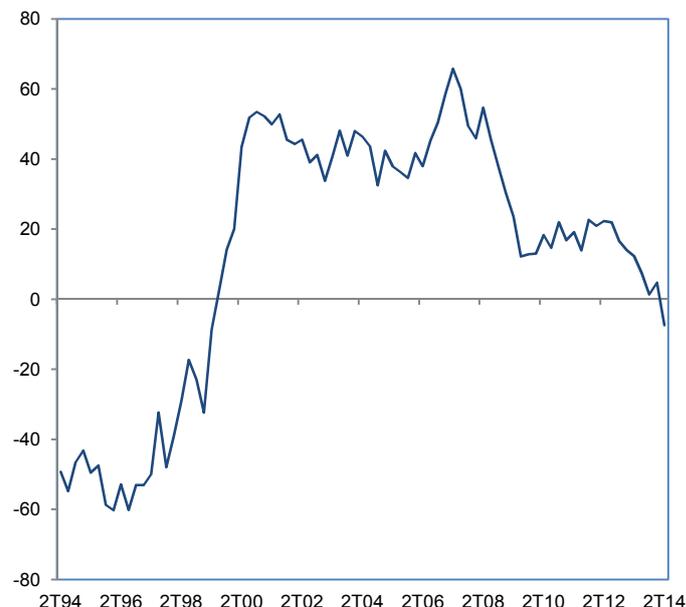


5-2 Ecrivez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	oui	non	écart
2e trimestre 2012	61	39	+22
3e trimestre 2012	61	39	+22
4e trimestre 2012	58	42	+16
1er trimestre 2013	57	43	+14
2e trimestre 2013	56	44	+12
3e trimestre 2013	54	46	+8
4e trimestre 2013	51	49	+2
1er trimestre 2014	52	48	+4
2e trimestre 2014	46	54	-8

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

46% des chefs d'entreprises éprouvent des **difficultés de recrutement**, niveau inférieur de 19 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement.



5-3 Pour quel type de personnel éprouvez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	ouvriers d'exécution	ouvriers professionnels	ETAM	cadres
2e trimestre 2013	6	26	56	43
3e trimestre 2013	4	25	55	37
4e trimestre 2013	3	33	64	40
1er trimestre 2014	6	34	57	46
2e trimestre 2014	3	33	50	46

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Pour les entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement (46% des entreprises), le point noir reste le recrutement d'ETAM suivent le recrutement de cadres puis d'ouvriers professionnels. En effet :

- 50% de ces entreprises nous signalent des difficultés à recruter des ETAM (-6 points sur un an),
- 46% de ces entreprises nous signalent des difficultés à recruter des cadres (+3 points sur un an),
- 33% de ces entreprises nous signalent des difficultés à recruter des ouvriers professionnels (+7 points sur un an).

5-4 Formez-vous des apprentis ?

(en %)	oui	non
2e trimestre 2012	70	30
3e trimestre 2012	72	28
4e trimestre 2012	71	29
1er trimestre 2013	70	30
2e trimestre 2013	69	31
3e trimestre 2013	67	33
4e trimestre 2013	69	31
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	66	34

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

66% des chefs d'entreprise du Bâtiment en Ile-de-France **forment des apprentis**. Ce taux, très élevé, s'explique par l'implication forte des chefs d'entreprise du Bâtiment dans la transmission du savoir.

L'évolution des effectifs est restée orientée à la baisse au deuxième trimestre 2014. Le solde d'opinion est en baisse pour le quatrième trimestre consécutif et atteint **son plus bas niveau depuis le premier trimestre 1998**.

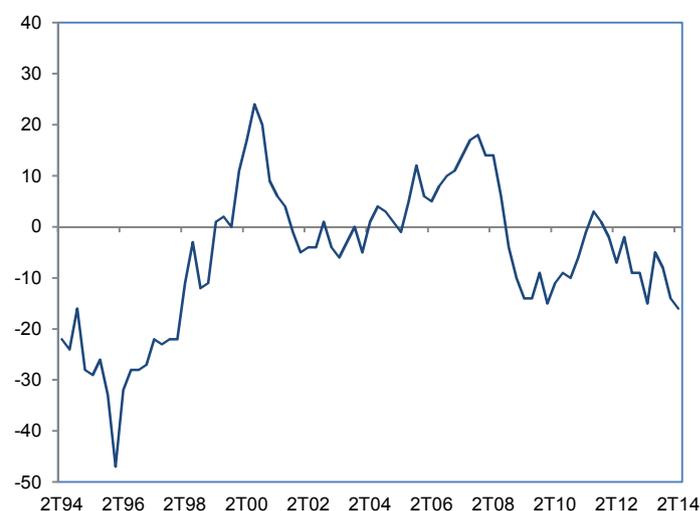
Le solde d'opinion relatif aux **perspectives d'emploi** perd 6 points et s'établit à -10. 18% des entreprises envisagent de se séparer d'une partie de leur effectif, niveau supérieur de 5 points à la moyenne sur 10 ans.

On remarque que les perspectives d'emploi réagissent très fortement à l'évolution des perspectives d'activité, que ce soit à la hausse ou à la baisse, ce qui souligne la baisse des marges de manœuvre des entreprises. Celles-ci ont, jusqu'à présent, démontré leur volonté de maintenir l'outil de production malgré une activité en baisse et des contraintes financières en hausse depuis plus de 2 ans.

5-5 Comment ont évolué vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois derniers mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
2e trimestre 2012	13	67	20	-7
3e trimestre 2012	16	66	18	-2
4e trimestre 2012	13	65	22	-9
1er trimestre 2013	11	69	20	-9
2e trimestre 2013	8	69	23	-15
3e trimestre 2013	14	67	19	-5
4e trimestre 2013	12	68	20	-8
1er trimestre 2014	10	66	24	-14
2e trimestre 2014	10	64	26	-16

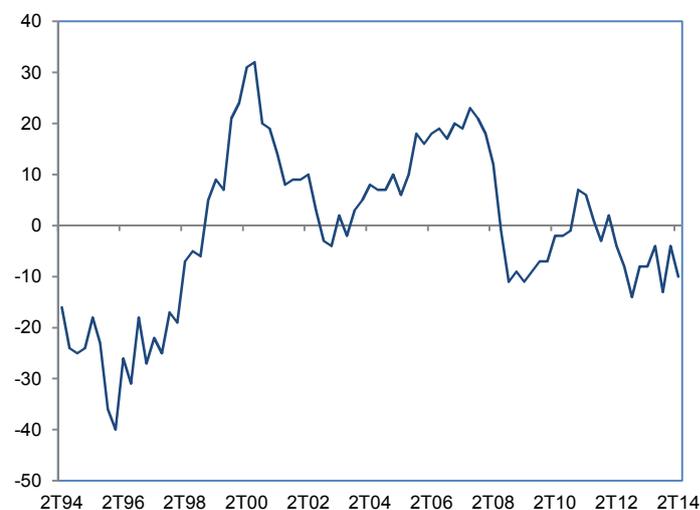
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



5-6 Comment vont évoluer vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois prochains mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
2e trimestre 2012	13	70	17	-4
3e trimestre 2012	10	72	18	-8
4e trimestre 2012	8	71	21	-13
1er trimestre 2013	10	72	18	-8
2e trimestre 2013	9	75	16	-7
3e trimestre 2013	11	74	15	-4
4e trimestre 2013	7	73	20	-13
1er trimestre 2014	9	78	13	-4
2e trimestre 2014	8	74	18	-10

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



6- Les investissements des entreprises

6-1 Avez-vous effectué des investissements ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment			Gros Œuvre			Autres corps d'état		
	oui	non	écart	oui	non	écart	oui	non	écart
2007	52	48	+4	60	40	+20	48	52	-4
2008	51	49	+2	62	38	+24	46	54	-8
2009	55	45	+9	60	40	+21	52	48	+4
2010	52	48	+10	57	43	+20	50	50	0
2011	49	51	-2	53	47	+6	47	53	-6
2012	50	50	0	61	39	+22	45	55	-10
2013	49	51	-1	56	44	+12	46	54	-8

NB : Indicateur élaboré chaque année au premier trimestre pour l'année écoulée

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

6-2 Quelle est l'objectif de vos investissements ?

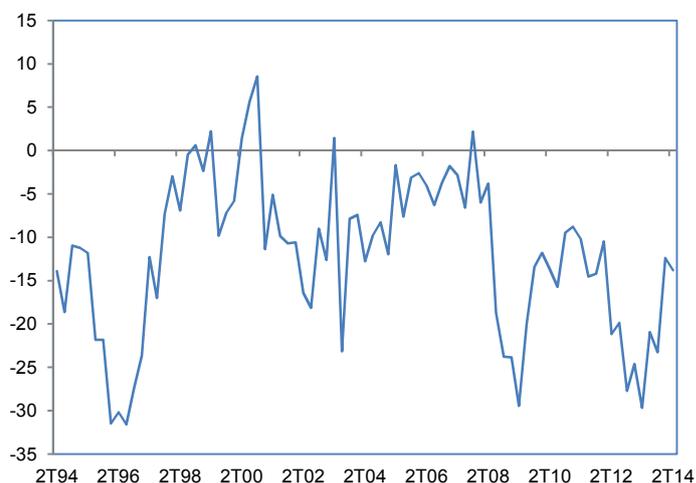
(en %)	Ensemble du Bâtiment		Gros Œuvre		Autres corps d'état	
	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité
2007	69,3	30,7	69,2	30,8	69,5	30,5
2008	80,0	20,0	82,6	17,4	79,0	21,0
2009	80,8	19,2	81,9	18,1	80,3	19,7
2010	81,4	18,6	80,7	19,3	81,7	18,3
2011	79,8	20,2	78,8	21,2	80,2	19,8
2012	79,2	20,8	80,0	20,0	78,8	21,2
2013	78,2	21,8	79,7	20,3	77,4	22,6

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

6-3 Comment estimez-vous le niveau de vos dépenses d'investissement par rapport à l'année précédente ?

(en %)	en hausse	en baisse	écart
2e trimestre 2012	11	32	-21
3e trimestre 2012	8	28	-20
4e trimestre 2012	5	33	-28
1er trimestre 2013	9	33	-24
2e trimestre 2013	10	39	-29
3e trimestre 2013	8	29	-21
4e trimestre 2013	9	33	-24
1er trimestre 2014	14	26	-12
2e trimestre 2014	14	28	-14

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



49% des entreprises ont déclaré avoir réalisé des investissements en 2013. Il faut noter que ce niveau est stable depuis 2011 mais il est inférieur de 3 points au niveau observé avant la crise de 2007. 21,8% de leurs investissements ont été consacrés aux extensions de capacité (contre 30,7% avant la crise de 2007).

Par corps d'état, la part des entreprises de Gros Œuvre qui ont déclaré avoir fait des investissements au cours de l'année précédente baisse de 5 points. La part de leurs investissements consacrés aux extensions de capacité est stable (20,3%). Dans les autres corps d'état, 22,6% des investissements sont consacrés aux extensions de capacité (+1,4 point).

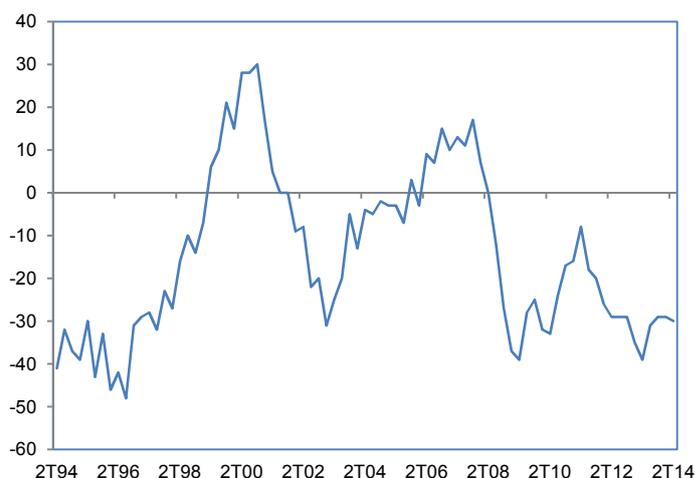
Alors qu'en fin d'année 2013, 33% des chefs d'entreprise estimaient que leur capacité d'investissement serait réduite en 2014 par rapport au niveau atteint en 2013, cette proportion a baissé en cours d'année pour s'établir à 28%. La part des chefs d'entreprise qui anticipent une hausse de leurs investissements a progressé de 5 points pour atteindre 14%. Malgré une légère baisse, le solde (-14) reste conforme à la moyenne sur 10 ans (-13). Le niveau du solde montre une certaine confiance des chefs d'entreprise concernant l'évolution de l'activité à long terme.

7- Les Prix

→ opinion sur l'évolution des prix sur l'ensemble des marchés du bâtiment dans les trois prochains mois (en %)

(en %)	en hausse	en baisse	écart
2e trimestre 2012	5	33	-28
3e trimestre 2012	5	35	-30
4e trimestre 2012	5	34	-29
1er trimestre 2013	2	37	-35
2e trimestre 2013	3	41	-38
3e trimestre 2013	4	35	-31
4e trimestre 2013	5	35	-30
1er trimestre 2014	6	34	-28
2e trimestre 2014	2	32	-30

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

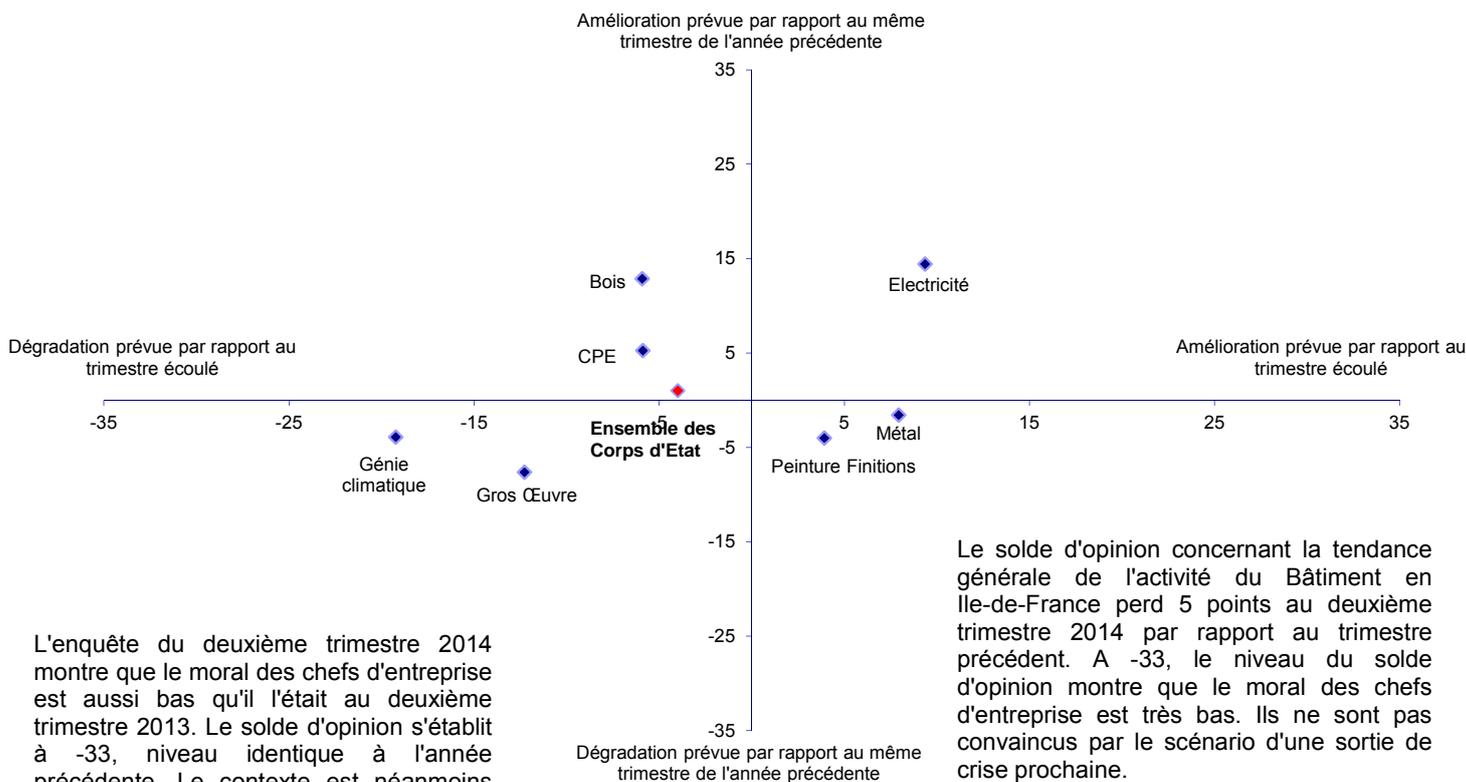


Les prix sont attendus en baisse pour le troisième trimestre 2014 par 32% des sondés (-2 points par rapport au trimestre précédent). Après avoir progressé pendant quatre trimestres consécutifs, la part des chefs d'entreprise qui anticipent une hausse des prix chute à 2%. Le solde d'opinion perd 2 points et s'établit à -30, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-13). Le corps d'état le plus touché est le Gros Œuvre. Il est suivi par l'Electricité.

Le maintien des prix à des niveaux anormalement bas renforce les difficultés financières des entreprises déjà affectées par les délais et les retards de paiement. Les prix trop bas et la concurrence déloyale sont donc une préoccupation majeure des chefs d'entreprise.

8- La tendance générale du bâtiment

8-1 La tendance générale prévue du Bâtiment en Ile-de-France



L'enquête du deuxième trimestre 2014 montre que le moral des chefs d'entreprise est aussi bas qu'il l'était au deuxième trimestre 2013. Le solde d'opinion s'établit à -33, niveau identique à l'année précédente. Le contexte est néanmoins différent : Alors qu'au deuxième trimestre 2013, le solde d'opinion progressait de 12 points par rapport au trimestre précédent, il est aujourd'hui en baisse de 5 points.

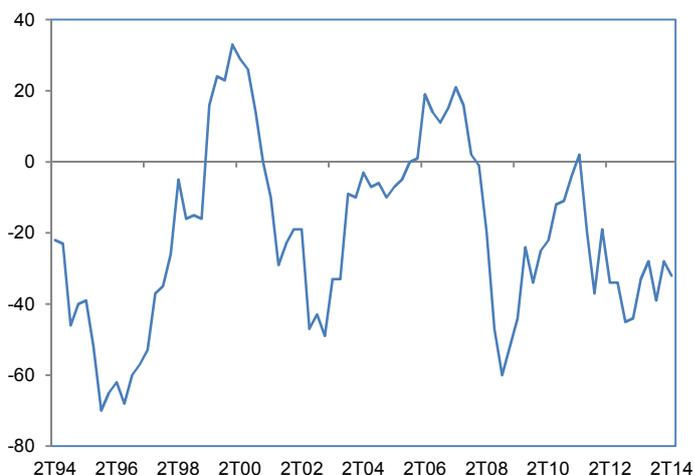
Le solde d'opinion concernant la tendance générale de l'activité du Bâtiment en Ile-de-France perd 5 points au deuxième trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent. A -33, le niveau du solde d'opinion montre que le moral des chefs d'entreprise est très bas. Ils ne sont pas convaincus par le scénario d'une sortie de crise prochaine.

Tous corps d'état confondus, le moral des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France est nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-16).

8-2 Quelle évolution de l'activité vous paraît la plus probable dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du bâtiment ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
2e trimestre 2012	7	53	40	-33
3e trimestre 2012	6	53	41	-35
4e trimestre 2012	2	51	47	-45
1er trimestre 2013	4	47	49	-45
2e trimestre 2013	6	55	39	-33
3e trimestre 2013	7	59	34	-27
4e trimestre 2013	5	50	45	-40
1er trimestre 2014	6	60	34	-28
2e trimestre 2014	4	59	37	-33

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



37% des chefs d'entreprise (+3 points par rapport au trimestre précédent) ont répondu que les perspectives globales d'activité du secteur du Bâtiment en Ile-de-France pour le troisième trimestre 2014 étaient plus dégradées qu'au trimestre précédent et seuls 4% (-2 points) qu'elles s'amélioreraient.

La part des chefs d'entreprise qui redoutent une baisse d'activité est supérieure de 10 points à sa moyenne sur 10 ans (27%).

Retard sur le Grand Paris, mise en place de la Métropole, mise en place chaotique du RGE et conséquences de la loi ALUR sont autant d'incertitudes qui s'ajoutent à une conjoncture particulièrement difficile depuis 3 ans (douze trimestres consécutifs). Notre économie est minée par l'instabilité fiscale et juridique et le poids excessif des normes. La situation appelle une action urgente et déterminée.

8-3 Opinion par corps d'état concernant l'évolution la plus probable de l'activité dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du Bâtiment

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
Au 2e trimestre 2014								
En hausse	4	5	12	3	5	0	4	5
stable	59	52	50	52	66	67	65	65
En baisse	37	43	38	45	29	33	31	30
écarts	-33	-38	-26	-42	-24	-33	-27	-25

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Au 2e trimestre 2013

En hausse	6	6	11	6	11	6	10	4
stable	55	58	39	40	56	59	56	53
En baisse	39	36	50	54	33	35	34	43
écarts	-33	-30	-39	-48	-22	-29	-24	-39

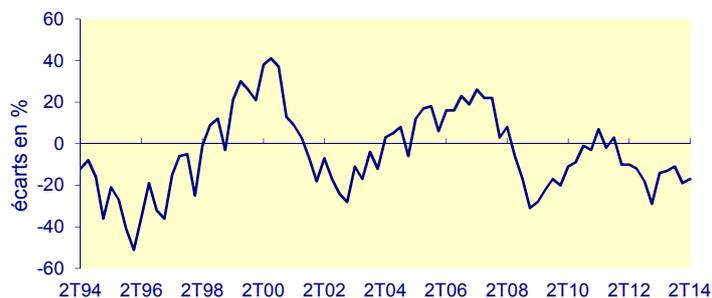
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Les soldes d'opinion concernant la tendance générale du Bâtiment en Ile-de-France sont négatifs quel que soit le corps d'état considéré. Ainsi, la part des chefs d'entreprise qui redoutent une baisse de l'activité du Bâtiment en Ile-de-France est-elle supérieure à la moyenne sur 10 ans dans la majorité des corps d'état, à l'exception de la Métallerie et de la Peinture-Finitions. Les chefs d'entreprise sont globalement plus pessimistes sur les perspectives du secteur que sur les perspectives de leurs entreprises.

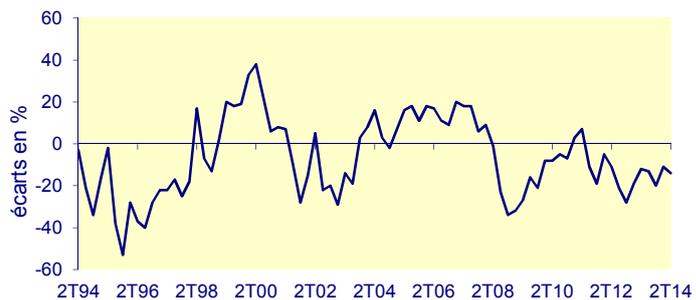
Le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant la tendance générale s'améliore par rapport aux résultats de l'enquête du deuxième trimestre 2013 dans les corps d'état du Bois (+13 points), de la Couverture-Plomberie-Etanchéité (+6 points) et de l'Electricité (+14 points). Il baisse dans les autres, le Gros Œuvre enregistrant la plus forte baisse (-8 points).

Opinion des chefs d'entreprise sur ...

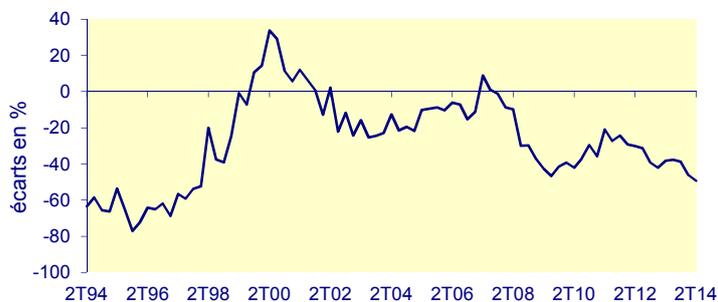
Activité passée



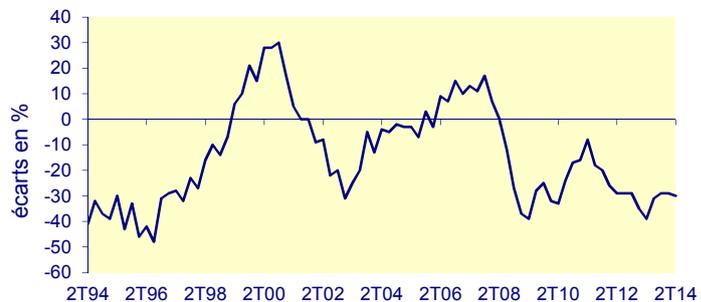
Activité prévue



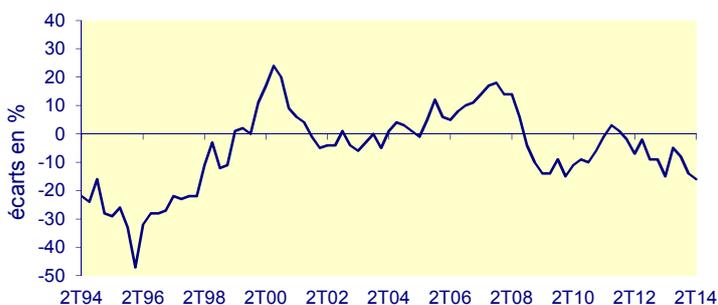
Carnets de commandes



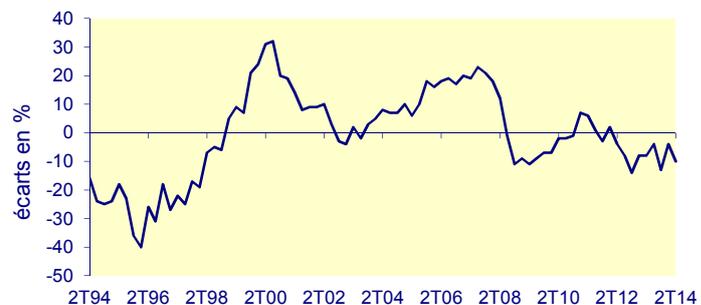
Prix



Effectifs passés



Effectifs prévus



Climat général



